

**OFFRE EXCEPTIONNELLE - STOCK LIMITE**

ORDINATEUR de BUREAU + IMPRIMANTE COULEUR OFIS

IT Services People You trust  
01 600 00 00

**185 500 FCFA**

# LA SEMAINE AFRICAINE

[www.lasemaineafricaine.net](http://www.lasemaineafricaine.net)



N° 3311 du Vendredi 26 Juillet 2013 - 61<sup>ème</sup> Année - Siège Social: Bd Lyautey - Brazzaville - B.P.: 2080 - CONGO: 350 F.CFA - FRANCE: 1,75 Euro - Tél.: (242) 06.678.76.94 / 05.528.03.94 / 06.889.98.99 - E-mail: lasemaineafricaine@yahoo.fr

Archidiocèse de Brazzaville

## La Basilique Sainte-Anne fête bientôt ses 70 ans



(P.10)

9<sup>ème</sup> édition du Fespam (Festival panafricain de musique)

## Le colonel Jean-Aive Allakoua dresse un bilan sécuritaire satisfaisant

(P.6)

Vie chrétienne

## Le couple Ebouka-Babackas a célébré ses noces d'or et les 80 ans du conjoint

(P.19)

[www.JobCongoBrazza.com](http://www.JobCongoBrazza.com)  
Publiez gratuitement vos offres d'emploi

Forum économique Forbes Afrique à Brazzaville

## L'émergence des classes moyennes en Afrique en débat!



Le président Sassou Nguesso et ses homologues venus au forum. (P.3)

Ministère de la santé et de la population

## Enfin, un stock de médicaments, pour garantir la gratuité du traitement antipaludique!



François Ibovi (P.3)

Jubilé d'Ange Ngapy

## Les invités sont là, pour «une fête grandiose»

(P.20)

# BUROTOP IRIS

Intégrateur de Solution



- Système de lutte Anti-Incendie FM 200
- Système de Contrôle d'Accès
- Système de Prévention d'intrusion IPS
- Vidéosurveillance
- Solution Anti-virus



**BRAZZAVILLE** : 4, Avenue Foch - Centre ville  
BP : 14264 - Tél : 05 577 78 88 - 06 669 60 60  
**POINTE NOIRE** : Rond point Kassal,  
Avenue Moe Katt Matou  
Tél : +242 04 453 53 53 - 06 958 87 88  
République du Congo

**KINSHASA** : 24, Avenue Colonel Ebeya  
Commune de Gombé  
Tél : +243 992 884 888  
République Démocratique du Congo



# BUROTOP IRIS

Intégrateur de Solution



- Audit Informatique
- Assistance Technique
- S.A.V
- Vente de Matériels et Logiciels



**BRAZZAVILLE** : 4, Avenue Foch - Centre ville  
BP : 14264 - Tél : 05 577 78 88 - 06 669 60 60  
**POINTE NOIRE** : Rond point Kassal,  
Avenue Moe Katt Matou  
Tél : +242 04 453 53 53 - 06 958 87 88  
République du Congo

**KINSHASA** : 24, Avenue Colonel Ebeya  
Commune de Gombé  
Tél : +243 992 884 888  
République Démocratique du Congo



architecture-s.a.r.l: Architecture - Urbanisme- Expertise - Programmation  
HQE - Ingénierie

## AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N°013/2013/CAP Consultant-Architecture

### TRAVAUX BTP AU PAPN

Dans le cadre du développement de ses capacités d'accueil sur son Yard, une société installée sur le site portuaire PAPN, est sur le point de financer les travaux d'aménagement d'un ensemble de terre-pleins d'une surface de près de 15 hectares.

Les candidats intéressés peuvent envoyer leur lettre de candidature au:

Cabinet CAP Consultants-Architecture SARL  
A l'attention de Mr BOKOLOJOU Antoine Beli  
Immeuble le-Petit Logis  
46, Avenue Félix Eboué  
Centre ville -Brazzaville  
Tel: 22281 53 02/ 06 658 09 63/06 693 85 93  
Adresse mail: bokolojoue@architectes.org;  
cap.consultants@yahoo.fr

Ou par dépôt direct au siège de CAP Consultants -Architecture à la même adresse, avant le 29 juillet à 17 heures. Les dossiers transmis par e mail, sont acceptables.

Après analyse de chaque candidature, et passage de l'équipe QHSE dans le cadre de l'obtention de l'agrément délivré par la société donneur d'ordre, il sera procédé à la présélection de trois(3) dossiers.

Les candidatures éligibles et répondants aux qualifications requises, recevront le dossier d'appel d'offres et, soumettront leur offre sous pli fermé dans les prochaines semaines.

### DESCRIPTION:

L'appel d'offre est constitué de trois lots indépendants, de-

vant être traités séparément.

Les entreprises peuvent répondre à un lot précis ou aux trois.

### LOT N°1

Il s'agit de l'aménagement par phases, de terre-pleins présentant différentes surfaces. Ces travaux sont composés principalement de:

- Travaux préliminaires d'installation et de préparation du chantier,
- Travaux de terrassements.
- Travaux d'installation réseaux d'électricité et d'eau

### LOT N°2

Travaux d'aménagement et d'assainissement des voies comprenant:

- Les travaux de construction des chaussées en béton hydraulique,
- Les travaux de construction des ouvrages hydrauliques en béton armé,
- Travaux d'aménagement d'un chemin de câbles, le long des voies principales.

### LOT N°3

Travaux de délimitation.

Avenue Felix-Eboué  
Immeuble ex-Petit Logis  
Centre ville -Brazzaville  
Tel :22281 53 02 - 066580963

CapConsultants -Architecture - SARL au capital de 1.000.000 FCFA  
Siège social: 86,RUE EWO, Ouenze - BRAZZAVILLE-CONGO  
RC.N°: 07/B/242-BRAZZAVILLE  
NIU: M2007100001461286

- Les travaux de construction d'un mur de soutènement en béton armé,
- Travaux de construction d'une clôture de délimitation, composée d'un muret maçonné dans sa partie basse et d'une grille type Dirricks sur sa partie haute.

Pour tout renseignement complémentaire veuillez contacter le Cabinet CAP Consultants-Architecture SARL

### EXIGENCES DU MAITRE D'OUVRAGE:

La lettre de manifestation d'intérêt devra notifier les précisions sur l'entreprise dans l'ordre du questionnaire suivant:

1. Raison sociale; adresse, gérant, actionnariat
2. Description sommaire du personnel qualifié susceptible d'être affecté au projet (nombre et cv des ingénieurs; nombre et cv des techniciens supérieurs, etc)
3. Production de références commerciales, par des attestations certifiées conformes délivrées par des entités adjudicatrices, pour des travaux similaires exécutés pendant les 10 dernières années pour les lots ci-dessus indiqués.. Chaque attestation précisera notamment la nature des prestations, le montant, les délais et dates de réalisation des travaux, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire.
4. Production de tout élément indiquant la capacité de mobilisation rapide pour un démarrage effectif des travaux au début du mois d'août 2013 (notamment le type et le nombre d'engins disponibles sur le site)
5. Production de tout élément indiquant la capacité d'organisation d'un chantier de haut niveau, en sachant que les opérations dans le voisinage du chantier doivent nécessairement suivre leur cours.
6. Production de tout élément indiquant les sources et sites d'approvisionnement en matériaux (terres d'emprunt : Terre jaune et Tout venant).

Nota Bene: L'exigence du Maître d'ouvrage est d'obtenir du lot N°1, un minimum de 3 hectares de terre plein fini avant fin septembre 2013

Les conditionnalités relatives au dossier d'appel d'offres seront précisées aux candidats éligibles.

Forum économique Forbes Afrique à Brazzaville

# L'émergence des classes moyennes en Afrique en débat!

Le magazine francophone «Forbes Afrique», lié au magazine économique américain «Forbes», basé à New York (Etats-Unis d'Amérique), a organisé, mardi 23 juillet 2013, à l'auditorium du Ministère des affaires étrangères et de la coopération, à Brazzaville, son forum annuel, sur le thème: «*Emergence des classes moyennes africaines: financement des infrastructures, entrepreneuriat et nouveaux modes de consommation*». Placé sous le haut patronage du président congolais, Denis Sassou Nguesso, en présence de quatre chefs d'Etat africains: John Dramani Mahamat, du Ghana, Blaise Compaoré, du Burkina-Fasso, Macky Sall, du Sénégal, et Jacob Zuma, de l'Afrique du Sud, ce forum, modéré par la journaliste écrivaine belge, Christine Ockrent, avec la participation d'éminentes personnalités venues d'Europe, des Etats-Unis et d'Afrique, a abouti à des propositions de nature à élever les classes moyennes africaines, pour que les pays africains atteignent l'émergence.

**B**razzaville, la capitale congolaise, était le point de mire diplomatique et économique, grâce au forum économique annuel du magazine «Forbes Afrique». D'influentes personnalités américaines, européennes et africaines, issues des mondes économique, diplomatique et politique, y ont participé. On peut citer Kofi Annan, ancien secrétaire général des Nations unies, Andrew Young, ancien maire de la célèbre ville américaine d'Atlanta, ancien ambassadeur américain auprès des Nations unies, Guy Verhofstadt, ancien premier ministre belge, Jean-François Copé, ancien ministre français, Dov Zerah, ancien directeur général de l'A.f.p (Agence française de développement), l'ancien patron de la U.b.a (United bank for Africa), le jeune Nigérian Tony O. Elumelu, président exécutif de «Heirs holding», le magnat sud-africain Patrice Thopane Motsepe, fondateur et président exécutif d'African rainbow minerals, Albert Yuma Mulimbi, président de la Fédération des entreprises de la RD Congo, l'écrivain français d'origine camerounaise, Gaston Kelman, l'Ethiopienne Bethlehem Ale-

mu, co-fondatrice et directrice générale de SoleRebels, une fabrique de chaussures artisanales, écolo, internationalement connue et certifiée «commerce équitable» par la W.f.t.o (World fair trade organization), le Camerounais André Fotso, président du groupement interpatronal du Cameroun, le Béninois Lionel Zinsou, président exécutif de Pai partners, etc. Tout a commencé par le discours de bienvenue de Sylvain Lekaka, président du conseil d'administration de «Forbes Afrique», qui s'est réjoui de la mobilisation suscitée par l'initiative de son magazine et il a salué la présence des chefs d'Etat qui ont fait le déplacement de Brazzaville, pour participer à ce forum. Ouvrant les travaux, le président congolais, Denis Sassou Nguesso, a appelé les dirigeants africains à stimuler la croissance et à accompagner le développement de leurs pays respectifs. «*S'il est évident que les classes moyennes s'élargissent en Afrique, il ne me paraît pas tout aussi évident d'observer, passivement, ce phénomène et d'attendre de voir l'Afrique se développer en conséquence. Au contraire, il me*



Les chefs d'Etat (au premier plan) pendant le forum.



Kofi Annan (à d.) et d'autres personnalités invitées.

semble, plutôt, judicieux, pour les dirigeants africains que nous sommes, de stimuler la croissance et d'accompagner le développement des classes moyennes, par la mise en œuvre de bonnes politiques. Cela aux fins de dynamiser, sur le long terme, à la fois, l'offre et la demande intérieures, de vrais ferments du développement», a-t-il indiqué. Puis, se sont succédés, à la tribune, les présidents Macky Sall, John Dramani Mahama, Blaise Compaoré, l'ancien secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, et le président sud-africain Jacob Zuma. Ils ont tous con-

fiance en l'avenir du continent, pourvu que le capital humain soit valorisé, l'économie libéralisée et le processus d'intégration réalisé. Ils ont, évidemment, évoqué les expériences de leurs pays respectifs en matière de développement. C'est ainsi que, par exemple, le Burkina Faso a indiqué que son pays a connu une croissance de 5%, un P.i.b (Produit intérieur brut) de 2,7% l'an, une alphabétisation de 70%, et mieux, le Burkina Faso n'est tributaire de dette intérieure et extérieure, ces deux dernières décennies. Ces succès ont été rendus possibles grâce aux ré-

formes qui ont «libéré l'économie et le travail». Un exemple qui devrait attirer l'attention des Congolais.

Le président Macky Sall, l'un des chefs d'Etat vedette de ce forum, a délivré ce que beaucoup d'observateurs qualifient de cours magistral, en parlant de transfert de compétences sans lequel l'Afrique ne pourra pas arriver à l'émergence. Pour



Les conférenciers à un panel.

lui, les leviers prioritaires pour le processus de développement de l'Afrique sont: l'éducation et la formation, une agriculture mécanisée, l'énergie à coût soutenable et les infrastructures d'interconnexion entre pays africains. L'accès à l'énergie, voilà la grande bataille, car l'Afrique subsaharienne est encore loin de relever ce défi. 80% des 1,5 milliard de personnes vivent sans électricité, en Afrique subsaharienne. 48 pays africains (sur 53) produisent l'équivalent de la production d'électricité de l'Espagne. Kofi Annan a parlé de l'intégration, tandis que le Sud-Africain Zuma a mis l'accent sur la coopération Sud-Sud. Signalons que deux panels (interviews animées par Christine Ockrent) ont eu lieu entre les

discours. Le ministre Jean-Jacques Bouya a participé au panel sur «Accompagner la croissance par l'investissement: l'opportunité des infrastructures en Afrique», tandis que Paul Obambi, président de la Chambre de commerce du Congo, a participé au panel portant sur: «les nouveaux marchés gagnants, source d'emplois et de croissances».

Conçu comme une plateforme d'échanges libres et concrets, le forum économique «Forbes Afrique» a pour ambition de réunir les décideurs économiques et politiques du monde entier ayant un intérêt commun pour l'Afrique et son développement économique et social.

La salle s'est révélée toute petite pour contenir le monde venu participer à ce forum et c'est dommage que les organisateurs n'aient pas choisi la grande salle du palais des congrès pour un tel rendez-vous. Ce forum était aussi un grand moment de rencontres pour les uns et un lieu privilégié d'opportunités d'affaires pour d'autres.

Pascal-Azad DOKO

Ministère de la santé et de la population

## Enfin, un stock de médicaments, pour garantir la gratuité du traitement antipaludique!

Dans le cadre de la gratuité du traitement du paludisme décrétée par le chef de l'Etat en faveur des enfants de 0 à 15 ans et des femmes enceintes, le Ministère de la santé et de la population a reçu, à Pointe-Noire, un stock de médicaments antipaludiques et anti-vomitifs relatif à une commande passée par appel d'offres du 8 juin 2012. Les produits réceptionnés par Jean Bertin Mouanké, directeur des pharmacies et des médicaments, sous la supervision d'André Okoundou, conseiller du ministre de la santé, chargé de la logistique et l'intendance, sont destinés au Programme national de lutte contre le paludisme. Il s'agit d'un premier lot (22 conteneurs de 20 pieds) de médicaments.

**D**epuis quelques jours, la direction des pharmacies et des médicaments procède à la réception et au stockage de ses médicaments dans trois sites, à Pointe-Noire. Par la même occasion, une répartition par département est en train d'être faite, pour pallier les ruptures de stocks constatées dans la mise en œuvre de la gratuité du traitement du paludisme simple et grave. Ce stock de médicaments est composé des produits suivants: (Quinimax, Artisanale, Doliprane sirop, Mucost 200, Phacodine, Perfalgan, ciprofloxacine, midibronc, Lasilix injection, Alvitil sirop, Supradyn, Maximag unimag Bocoton, Passedy, Duphalac sachet, Phalcodine adulte, etc). Trois sites ont été retenus, à Pointe-Noire, par les autorités sanitaires pour entreposer ces produits. Il s'agit du dépôt de la direction départementale de la santé, le centre d'hygiène

publique et de la promotion de la santé et le stade Franco Anselmi. La force publique y assure la sécurité. «Un deuxième stock est en attente d'être livré, dans les tout prochains jours», a précisé André Okoundou, conseiller du ministre de la santé, chargé de la logistique et



Jean-Bertin Mouanké.



Quelques agents du ministère de la santé en plein travail de répartition des médicaments par départements.

l'intendance. Jean-Bertin Mouanké pense que le Programme national de lutte contre le paludisme va travailler convenablement, cette année. «Le stock est assez consistant et la plupart des médicaments ont une durée de vie assez longue», a-t-il expliqué. Ainsi, le problème de rupture de stock constatée, tantôt, dans la mise en œuvre de la gratuité du traitement du paludisme simple et grave, ne sera plus que d'actualité.

Jean-Pierre Michel Dzondault, directeur départemental de la santé de Pointe-Noire, s'est dit confiant et a rassuré que les médicaments reçus seront

orientés dans les quatre hôpitaux de la ville océane, les 27 Centres de santé intégrés et les sept Centres de santé intégrés de Tchiamba-Nzassi. Selon lui, ces médicaments viennent à point nommé et renforceront les efforts de gratuité du traitement contre le paludisme. A travers cette dotation, la forme grave du paludisme pourra être prise en charge dans les hôpitaux de Pointe-Noire. «Bien avant, cette prise en charge ne concernait que la forme simple du paludisme», a fait savoir le directeur départemental de la santé qui entend élargir cette gratuité jusque dans les hôpitaux et non seulement les Centres de santé intégrés.

Quant aux mesures prises pour empêcher que les médica-

ments ne se retrouvent dans des circuits commerciaux, Jean-Pierre Michel Dzondault a indiqué qu'il y a toute une organisation faite. «Il y a des agents de la force publique qui sont là pour sécuriser les médicaments, depuis la sortie du Port autonome, jusqu'à leur lieu de stockage. Nous faisons confiance aux gestionnaires des pharmacies qui sont dans les différentes structures sanitaires, afin que les produits arrivent à destination», a-t-il souligné. Comme on peut le constater, le Ministère de la santé et de la population a réussi à débloquent la sortie des médicaments qui étaient longtemps bloqués au port de Pointe-Noire, grâce à son chef, le ministre François Ibovi.

Cyr Armel YABBAT-NGO

### Annonce

Véhicule à vendre, de marque Toyota Rav 4, version américaine. Année 2006. (29.862 Kms). Boîte de vitesse automatique, mais actuellement défectueuse. Prix à discuter. Contact: Tel : 01.201.20.17



**AVIS DE VACANCE DE POSTE**

MTN Congo, société de téléphonie mobile au capital de 11 000 000 000 FCFA, recherche pour son siège social à Brazzaville, des candidats au poste et dans les conditions ci – après indiqués.

**Intitulé du poste:** Assistant Accountant: Fixed Assets Catégorie 8 collège des Employés.

**Durée du contrat:** Indéterminée.

**Description du poste:**

Sous l'autorité du Supervisor: Accounting Fixed Assets, Assistant Accountant: Fixed Assets, assurera les principales missions suivantes:

**Principales tâches.**

- S'assurer de la Comptabilisation Analytique des immobilisations suivant le model ABC et ARPCE;
- Suivre les Immobilisations en WIP et Inventory;
- S'assurer de l'affectation des immobilisations par Localité;
- S'assurer de la codification des Immobilisations et Suivi du Fixe Assets Mouvement (registre de transfert des immobilisations);

- Participer à l'inventaire physique des immobilisations;
- S'assurer du bon Classement des Pièces Comptables;
- Préparer le Tableau de Variation des Immobilisations;
- Réconcilier le module FA avec les Autres modules AP et GL;
- S'assurer du traitement comptable des immobilisations
- Participer à la mise à jour des procédures existantes
- Faire preuve de disponibilité pour tous travaux spécifiques liés à la Division Comptabilité

**Formation:**

Bac + 2 en Gestion Financière ou équivalent

**Expérience:**

2 ans d'expérience dans le Domaine de la Finance

**Connaissances et techniques:**

- Formation continue ou post-secondaire en Finance
- Parfaite connaissance de la suite Office de Microsoft (Excel, Access, Word, PowerPoint,

Outlook, etc.)

- Pratique courante de la langue anglaise indispensable (un niveau intermédiaire)

**Qualités personnelles:**

- Autonomie
- Créativité
- Rigueur
- Esprit d'équipe
- Intégrité

**Composition du dossier:**

- Lettre de motivation
- Curriculum Vitae (indiquant les personnes références)
- Copie(s) légalisé(e)s du ou des diplômes
- Récépissé de l'ONEMO

**Date et lieu de dépôt des candidatures:**

Les candidatures sont à adresser, au plus tard le 05 Août 2013, au siège social de MTN Congo, 36 avenue Amilcar Cabral, centre-ville, BP 1150 Brazzaville – Congo.

Vous pouvez également charger votre candidature sur notre site:

[www.mtncongo.net](http://www.mtncongo.net) ou la transmettre à l'adresse: [recrutement@mtncongo.net](mailto:recrutement@mtncongo.net)



Dans le cadre de nos activités, l'hôtel ELAIS recherche, pour Pointe-Noire, un Contrôleur de gestion

**Description de poste:**

Entité de rattachement: Comptabilité

**Type contrat:** CDI

Classification socioprofessionnelle: Agent de Maîtrise, catégorie 08; échelon 01 de la convention collective de l'hôtellerie et assimilés.

**Description de Fonction:**

Les fonctions essentielles dont il est responsable sont:

- Veiller au bon fonctionnement des services de contrôle et du suivi des documents;
- Vérifier les travaux accomplis par les différents contrôleurs;
- Contrôler le bon enregistrement de toutes les écritures (rapprochement des recettes, maincourantes, caisse, etc.);
- Contrôler le bon enregistrement des dépenses au comptant et en crédit;
- S'assurer de la réalité des investissements et de leur chiffrage avec rapprochement physique par sondage périodique;
- Déterminer contradictoirement les ratios matières (vivres, caves) avec recherche des écarts, la rotation des stocks;
- Etablir les données statistiques décennales, de fin de mois et prévisionnelles: occupation, chiffre, d'affaires, fréquentation, nombre de repas servis, etc.;
- Analyser les écarts entre les prévisions et les bénéfices réalisés;
- Rapporter à la direction toutes les anomalies constatées.

**Description de Profil:**

Le contrôleur de gestion maîtrise les outils informatiques propres à la gestion comptable des entreprises. Outre sa rigueur, le contrôleur de gestion possède:

- le sens de l'observation;
- le goût des chiffres et de l'analyse financière;
- le sens de l'organisation;
- un esprit de synthèse et d'analyse;
- le sens de la communication et du contact;
- Etre capable de travailler sous pression.

**Niveau d'études:** bac +3 minimum, option comptabilité, gestion, finance.

**Expérience:** plus de 5 ans dans des fonctions similaires.

**Informatique:** MS Office (Word, Excel obligatoire, EBP et Amadeus sont un plus).

Dépôt des candidatures: les dossiers doivent être déposés avant le 5 août 2013, à l'attention du Responsable des Relations Humaines de l'hôtel Elais, au bd du Général De Gaulle, à Pointe-Noire, ou par courriel: [rh.elais@yattoo.com](mailto:rh.elais@yattoo.com)

**Les dossiers doivent comporter les éléments suivants:**

- Lettre de candidature manuscrite;
- Copie des diplômes;
- Curriculum vitae détaillé;
- Copie de pièce d'identité.

LA DIRECTION



**Avis d'Appel à candidatures**

Le cabinet RHéSuS (Resources Humaines & Solutions Sociétales) recherche, pour des sociétés de services pétroliers travaillant en Afrique, des candidats pour les postes suivants:

- Ingénieur Logistique; référence RHS3ILG;
- Ingénieur HSE; référence RHS3HSE;
- Ingénieur Process Oil & Gaz; référence RHS4IPR;
- Ingénieur Subsea; référence RHS5ISS;
- Technicien supérieur Subsea; référence RHS5TSS;
- Technicien Supérieur Piping; référence RHS5TSP;
- Ingénieur Electricien Ins-

- trumentiste; référence RHS6IEI;
- Doc Controller; référence RHS6DOC;
- Superviseur Mécanicien; référence RHS6SME;
- Base Manager; référence RHS6BMN.

**Exigences:**

Pratique de l'anglais parlé et écrit.

Expérience 5 ans minimum.

**Age:** 50 ans maximum.  
Merci d'envoyer vos CV anglais/français à [rhsud@yahoo.com](mailto:rhsud@yahoo.com), en précisant la référence du poste, au plus tard, le 14 août 2013.

Coopération militaire Congo-France

Signature d'une convention sur la gestion administrative et financière des armées

Le Congo et la France disposent, désormais, d'une convention de coopération sur la gestion administrative et financière des armées. Cette convention a été signée, vendredi 19 juillet 2013, au Ministère en charge de la défense nationale, à Brazzaville, par Charles-Richard Mondjo, ministre à la présidence de la République, chargé de la défense nationale (pour la partie congolaise) et Jean-François Valette, ambassadeur de France au Congo (pour la partie française). C'était en présence des officiers du commandement des F.a.c (Forces armées congolaises) et de la gendarmerie nationale, ainsi que des représentants de la coopération militaire française.

La nouvelle convention signée consacre le renforcement des liens de coopération militaire entre le Congo et la France. Selon Jean-François Valette, cette convention revêt une grande importance pour les forces armées du Congo. «La question de la gestion administrative et financière est une question, évidemment, qui, en apparence, n'est pas au cœur opérationnel de la mission des armées, puisque la première mission est une mission de présence sur le terrain, de déploiement de forces, de matériels, d'entraînement. Et donc, on peut penser que tout ce qui est relatif à l'administration et les finances, c'est quelque chose qui est, pour les militaires, secondaire. En réalité, il n'en est rien, parce qu'évidemment, si la gestion administrative et financière n'est pas extrêmement précise et serrée, ce seront moins de moyens qui seront disponibles pour, à la fois, les soldes et, surtout, pour les équipements des armées», a-t-il relevé.

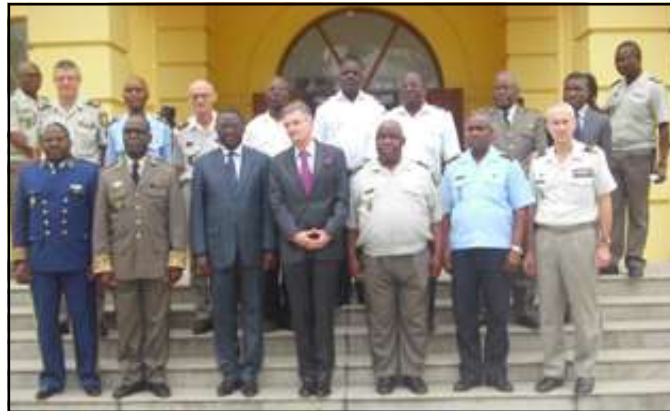
Le diplomate français a ainsi souligné l'importance de la gestion administrative et financière dans les forces armées. «Il est très important d'améliorer cette gestion. Au demeurant, il s'agit d'une orientation forte qui a été donnée par le président de la République, Denis Sassou Nguesso, sur la capacité des armées à être de plus en plus opérationnelles. Lors de sa visite en France, au mois d'avril, le président Sassou Nguesso, qui a rencontré notre ministre de la défense, a souhaité que cet élément soit un élément important de nos relations bilatérales. C'est la raison pour laquelle, outre cette convention que nous avons signée, aujourd'hui, d'autres projets vont se mettre en place, très prochainement, dans ce contexte-là, pour améliorer les choses», a-t-il expliqué.

Jean-François Valette n'a pas donné une indication concernant le volet financier lié à cette convention, il a, plutôt, insisté sur la capacité d'organisation humaine. «L'important, dans ce domaine, c'est moins l'aspect financier que la capacité d'organisation humaine, à faire face à ce défi, qui est la bonne gestion des finances, d'administration d'une structure importante comme les armées. Derrière cela, il y a la confiance que les militaires peuvent avoir de leur institution, car une institution bien gérée est une institution dans laquelle on a confiance et donc, la capacité, également, des armées à être attractives pour le

recrutement et pour la formation de leurs futurs cadres et soldats», a-t-il déclaré. Rappelons que lors de son adresse au réveillon d'armes du 31 décembre 2010, le président de la République, chef suprême des armées, Denis Sassou Nguesso, avait mis l'accent sur l'aspect de la gestion dans les forces armées. «Les fonctions des ressources humaines administratives et financières sont des aspects importants de la position du cadre dans le commandement.



Charles-Richard Mondjo (à d.) et Jean-F. Valette signant la convention.



Les deux parties posant avec les deux personnalités.

Certes, les unités sont les unités de combat, mais elles sont aussi des unités administratives, car exercer le commandement, c'est savoir gérer les hommes, les matériels et autres», avait-il dit. Aujourd'hui, grâce à la coopération militaire avec la France, un effort sera fourni sur ce plan.

Alain Patrick MASSAMBA

Ministère des petites, moyennes entreprises et de l'artisanat

Lancement des travaux de la Capa pour l'exercice 2012-2013

Vendredi 19 juillet dernier, Mme Yvonne Adélaïde Mougany, ministre des petites, moyennes entreprises et de l'artisanat, a lancé les travaux de la Capa (Commission administrative paritaire d'avancement), au cours d'une cérémonie qui s'est déroulée à son cabinet, à la Tour Nabemba, à Brazzaville, en présence des membres de cette commission et de quelques fonctionnaires de ce département. Pour l'exercice 2012-2013, la commission examine les dossiers d'intégration et d'avancement de 232 fonctionnaires évoluant dans ledit département ministériel.

Dans son allocution d'ouverture, Yvonne Adélaïde Mougany a fait savoir que la sollicitude permanente du chef de gouvernement a permis aux fonctionnaires du département des P.m.e et de l'artisanat d'obtenir un quota de faveur, en vue de leur intégration dans la fonction publique. Cette démarche est la marque de sa constante préoccupation d'améliorer la situation des agents, qui va passer ainsi de l'instabilité et l'incertitude, à la sécurité et la garantie de l'emploi, pourvu que soit respectée la déontologie qui s'y attache. «Aux explications techniques que vous donneriez sur les résultats de cette



Yvonne Adélaïde Mougany.



Les participants, à l'ouverture des travaux.

session, je voudrais vous confier la mission de transmettre cet important message selon lequel, l'automatisme d'avancements, c'est bien, mais la maîtrise des compétences toujours affinées et de l'expérience sans cesse enrichie, c'est mieux», a-t-elle confié. «Ce faisant, nos collaborateurs et collaboratrices vont être de mieux en mieux préparés à profiter des retombées bénéfiques de la vision présidentielle, je cite, d'améliorer la gestion des personnels, en instituant la notation au mérite accompagnée de meilleures perspectives de carrière», a-t-elle poursuivi. La session de la Capa va aussi permettre de faire bénéficier aux fonctionnaires du département ministériel des P.m.e et de l'artisanat, la mesure gouvernementale prise, il y a quelques années, d'améliorer les conditions de vie des fonctionnaires, en débloquent les effets financiers liés aux avancements, reclassements et autres avantages administratifs. La commission va boucler son travail, dans quelques jours.

Esperancia MBOSSA-OKANDZE

«Nous nous sommes informés, mutuellement, et nous sommes en mesure de savoir ce que nous devons retenir dans le cadre de la consolidation de notre constitution. Le souci, je crois, qui est partagé par tous, c'est de faire que nos institutions, qui sont fondées sur la constitution, essaient de faire en sorte que la constitution soit respectée par tous», a-t-il déclaré, après l'entretien avec le président de la Cour constitutionnelle. Francis Wodié, qui a, également, conféré avec le président de la Conel, estime qu'il a eu un échange utile avec Henri Bouka. «Nous avons échangé utilement à propos des règles qui concernent les deux institutions, à partir des décisions qui sont prises ici et là dans des contextes différents à étudier. Mais, qui peuvent éclairer le fonctionnement de nos institutions, disons même la prise des décisions. Mais nous n'excluons pas, au bout, d'organiser une rencontre internationale», a-t-il indiqué. Au terme de leurs échanges, les trois autorités se sont transmis les documents régissant l'organisation et le fonctionnement de leurs institutions respectives. A cette occasion, Francis Wodié a invité le président de la Cour constitutionnelle du Congo, Auguste Iloki, à effectuer une visite de travail en Côte d'Ivoire.

Pascal-Azad DOKO

Ministère de la recherche scientifique et de l'innovation technologique

Lancement d'un site Internet www.mrsite-congo.net



Bruno Jean-Richard Itoua.

Assurer la visibilité de la recherche scientifique et de l'innovation technologique. Telle est l'ambition du département ministériel chargé de la recherche scientifique et de l'innovation technologique qui a lancé, mardi 16 juillet 2013, à l'auditorium du Ministère des affaires étrangères et de la coopération, son site internet. La cérémonie s'est déroulée sous la houlette du ministre de la recherche scientifique et de l'innovation technologique, Bruno Jean-Richard Itoua. C'était en présence de nombreuses personnalités, des chercheurs et inventeurs.

Le site internet www.mrsite-congo.net vient corriger le manque de visibilité dont souffrait le Congo en matière de recherche scientifique. C'est un projet important, car «malgré tout ce que nous faisons, on continue à dire du Congo, qu'il est peu visible. Et l'allure avec laquelle nous sommes arrivés assez vite, c'est parce que nous ne sommes pas visibles là où il faut, désormais, être visible, sur le net», a-t-il indiqué.

Ainsi donc, les partenaires de la recherche au Congo sont appelés à se mobiliser, afin de s'approprier cet outil d'information qui est l'un des piliers importants en matière d'émergence et qui permettra aux chercheurs, inventeurs, tradi-thérapeutes et autres innovateurs technologiques de rendre leurs travaux de recherche plus visibles.

Pascal Azad DOKO

Cour constitutionnelle

Visite de travail de Francis Wodié, président du Conseil constitutionnel de Côte d'Ivoire



La délégation ivoirienne et celle de la Cour constitutionnelle en plein travail.

Le président du conseil constitutionnel de Côte d'Ivoire, Francis Wodié, a effectué, lundi 22 juillet 2013, une visite de travail à Brazzaville, au cours de laquelle il a conféré, tour à tour, avec le président de la Cour constitutionnelle, Auguste Iloki, et le président de la Conel (Commission nationale d'organisation des élections), Henri Bouka. Les entretiens ont porté sur le renforcement des capacités opérationnelles de leurs institutions respectives. Francis Wodié, qui est en tournée dans la sous-région, a été, tout d'abord, au Tchad, au Gabon et au Cameroun, avant d'arriver au Congo-Brazzaville, afin de rencontrer les autorités des institutions homologues. Avec ses homologues congolais, il a passé en revue l'organisation et le fonctionnement de leurs institutions et relevé les points de convergence, et, éventuellement, les spécificités de chaque institution.

L'objectif étant de s'inspirer de l'expérience des uns et des autres, afin de mieux jouer son rôle. Il s'agit de faire en sorte que les institutions soient, véritablement, l'expression de la volonté générale de prendre en compte les problèmes qui concernent, à la fois, l'organisation de l'Etat, les libertés et les droits des citoyens.

## Coup d'oeil en biais

### Des blessés graves dans un accident à Kinsana

Un minibus de transport en commun, faisant descendre des passagers, à l'arrêt dit Moufouma, a été percuté, de plein fouet, par un camion de grand gabarit, lundi 22 juillet 2013, à Kinsana, un quartier de Madibou, l'arrondissement 8 de la ville-capitale. Le camion tentait de se frayer un chemin entre le minibus et une voiture personnelle. Bilan: plusieurs blessés graves dénombrés, dont des cas graves de fracture de jambe. Ils étaient placés au siège arrière du minibus et ont été conduits à l'hôpital de Makélékélé, pour les premiers soins. On déplore, également, d'importants dégâts matériels. Ces derniers temps, les accidents sont devenus monnaie courante sur le tronçon de la route nationale n°1, entre le pont du Djoué et Kombé. Les véhicules de transport de matériaux de construction, qui y roulent à vive allure, klaxonnant à tout bout de champ et demandant la priorité, sont, souvent, à l'origine de ces accidents qu'on déplore sur ce tronçon. Ils constituent un danger permanent pour les usagers et les piétons, tant et si bien que les policiers de la circulation routière feraient bien de leur remonter les bretelles.

### Des bars dancing qui troublent les voisins, à Makazou

Malgré de nombreuses plaintes, les gérants de deux débits de boisson, notamment «Nzoto na nzoto» et «Vie Goût», situés à Makazou, un quartier de Mfilou, le septième arrondissement de Brazzaville, en font à leurs têtes. Leurs bars ont une forte notoriété. Chaque jour, ils déversent des décibels de musique, à forte dose, qui troublent la quiétude des voisins, jusqu'aux heures tardives de la nuit. Les habitants de ce quartier sont impuissants devant les propriétaires de ces bars. Les autorités de la mairie de Mfilou devraient les contraindre à respecter les conditions d'exploitation des bars dancing, surtout éviter les nuisances sonores et respecter les heures de fermeture.

### Faute de pourboire, un chauffeur de corbillard fait faux bond

Cela s'est passé la semaine dernière. Après avoir transporté le corps d'une femme au domicile familial, pour le recueillement, rue Massoukou, à Moundali, le quatrième arrondissement de Brazzaville, un chauffeur de corbillard des services des pompes funèbres municipales a disparu. Les parents éprouvés, ne doutant pas un seul instant qu'il leur jouerait un sale tour, l'ont attendu à l'heure convenue, pour l'inhumation au cimetière. Appelé par téléphone, le chauffeur a manifesté un mécontentement incompréhensible. Renseignement pris, c'est parce que la famille éprouvée n'avait pas honoré ce que les chauffeurs de corbillard appellent «La consigne». Faute de s'y conformer, elle a attendu longtemps et a été obligée d'utiliser un véhicule ordinaire, malgré les frais payés aux services des pompes funèbres pour l'inhumation. Situation cocasse, tout de même.

### Une niveleuse pour soulager un tant soit peu les quartiers de Madibou!

Difficilement accessibles, pendant longtemps, plusieurs quartiers de l'arrondissement 8 Madibou ne le seront plus totalement, bientôt, grâce au remblayage de la route qui embrasse Loua, Kibina, Kimpouomo. Les véhicules ont recommencé à emprunter, régulièrement, cette route. Cela réjouit les habitants de ces quartiers. Cet effort de désenclavement est l'œuvre de la mairie de Madibou, qui y fait passer une niveleuse, pour entretenir les routes. D'autres quartiers attendent, aussi, la même thérapeutique.

### Plateau des 15 ans: Imboulou n'a pas vaincu les délestages électriques

Les délestages récurrents d'électricité sont le lot quotidien de nombreux Brazzavillois. Mais, les habitants du Plateau des 15 ans, un quartier de Moundali, le quatrième arrondissement de la ville-capitale, estiment qu'ils en payent un lourd tribut plus que les autres. Depuis plus de trois semaines, quand il y a une coupure de courant électrique, les dégâts se multiplient dans les ménages, notamment sur les appareils électriques et électroménagers. Même, quand il y a l'électricité, il y a baisse de tension. Malheureusement, face à une entreprise qui a le monopole d'Etat, il n'y a pas de recours.

### Des policiers accusés d'être à l'origine de la mort d'un Autochtone, à Sibiti

Un citoyen autochtone de Sibiti, nommé Antoine Mangoto, résidant à Sibiti, est mort, le 20 juillet dernier, après avoir été tabassé par des policiers, au cours d'une patrouille nocturne. C'est ce que rapporte l'Apsac (Association pour la promotion socioculturelle des autochtones du Congo), lors d'un entretien téléphonique avec son président, Jean Denis Toutou Ngamiyé. Selon ce dernier, la bastonnade a eu lieu à 5h du matin. M. Mangoto, qui réside au village Moukanda, à près de 5 km de Sibiti, était allé rendre visite à son beau-frère qui vit à Mongo, un village voisin. Il se trouvait au bord de la route, lorsque le pick-up (nouvelle dotation du Ministère de l'intérieur) avec des policiers à bord, l'a embarqué. Arrivés à 3 km de Mongo, ces policiers l'ont passé à tabac, au point de le blesser. Ce sont les policiers qui ont eux-mêmes, donné l'alerte au chef du village Moukanda. La victime qui respirait encore a été vite transportée à l'hôpital de Sibiti, avant de rendre l'âme, tout juste à l'entrée dudit hôpital. Informée de l'incident, la sous-préfecture a pris en charge les obsèques de feu Mangoto qui a été inhumé un jour

## NATIONAL

9<sup>ème</sup> édition du Fespam (Festival panafricain de musique)

# Le colonel Jean-Aive Allakoua dresse un bilan sécuritaire satisfaisant

Au cours d'un point de presse relatif au bilan sécuritaire de la 9<sup>ème</sup> édition du Fespam (Festival panafricain de musique) qu'il a donné, lundi 22 juillet 2013, dans la salle de réunion de la direction générale de la police, à Brazzaville, le colonel Jean-Aive Allakoua, rapporteur de la commission sécurité dudit festival et porte-parole de la police, a indiqué que «le bilan sécuritaire de la 9<sup>ème</sup> édition du Fespam est, dans son ensemble, satisfaisant». Aucun incident majeur n'a été relevé. Le point de presse s'est déroulé en présence d'Auxence Itoua-Langa, conseiller auprès du directeur général de la police.

**S**elon le colonel Jean-Aive Allakoua, le Fespam a été un grand défi sécuritaire pour la force publique et notamment pour la police. Il avait un parfum particulier, en raison de fâcheux précédents connus de tous, notamment les incidents qui avaient coûté la vie à des spectateurs, au Stade Eboué. Pour la force publique, il fallait donc tout faire, pour que les activités du Fespam se déroulent dans de bonnes conditions de sécurité. «Dans ses opérations de sécurisation, la force publique a mobilisé 1100 hommes, sans compter le dispositif de secours mis en place par la direction générale de la sécurité civile et sans préjudice pour la posture permanente de sécurité, c'est-à-dire le fonctionnement ordinaire des structures de police et de gendarmerie», a confié le colonel Allakoua. Il a précisé que, pendant cette période, «la force publique a travaillé en opération combinée sous la coordination du général Jean-François Ndengué, directeur général de la police, où les forces de police, de gendarmerie et des Forces armées congolaises, par l'entremise de la police militaire, ont été mobilisées dans l'essentiel des dispositifs prévus selon les estimations faites par nos évaluations, conceptualisées dans un ordre d'opération». Les résultats sur le plan sécu-

ritaire sont satisfaisants, dans la mesure où toutes les activités se sont déroulées sans incident majeur. «Ceci est à mettre au compte d'une bonne prise en compte de la situation, d'une meilleure tenue de tous les sites tant d'hébergement des artistes, des invités que des spectacles, mais aussi, d'une bonne stratégie de dissuasion et de tenue des dispositifs», a précisé le porte-parole de la police.

«Au plan des règles d'engagement et du comportement des personnels commis à la tâche, des grands efforts ont été accomplis et aucun fait majeur de déviance ou d'irrespect des prescriptions ne nous a été rapporté. L'on peut donc se féliciter de la bonne tenue des personnels... Au plan de l'ordre public, très peu de cas de trouble à l'ordre public ont été signalés. A notre grande satisfaction, le champ d'infraction s'est éloigné des sites», a-t-il souligné.

Le colonel Allakoua a, toutefois, reconnu que des incidents «négligeables» ont été signalés, lors de cet événement. «Il s'agit de l'interpellation de neuf jeunes gens ayant voulu vandaliser les boutiques sur l'avenue de la Paix, à la fin du spectacle du 17 juillet, dans la nuit; cinq personnes ont fait des malaises et ont été vite prises en



Jean-Aive Allakoua (à d.) et Auxence Itoua-Langa.



1100 agents de l'ordre ont été mobilisés pour sécuriser le Fespam.

charge par les Sapeurs pompiers se trouvant sur les lieux». Le colonel Allakoua a, en outre, tenu à préciser que la sécurisation d'un tel événement relève des missions régaliennes de l'Etat et incombent à la force publique, dans toute sa latitude, chaque composante selon sa destination. «De ce point de vue, la sécurisation du Fespam ne saurait être l'apanage de quelque société de sécurité privée que ce soit, même s'il est possible de con-

céder quelques aspects particuliers à des opérateurs privés. L'on peut faire appel à leur expertise dans tel ou tel autre aspect de question, mais l'essentiel des dispositifs et opérations de maintien, de rétablissement de l'ordre relevant, forcément, de la police de l'Etat», a-t-il souligné.

Alain Patrick MASSAMBA

## TRIBUNE LIBRE

# Election présidentielle au Mali: pourquoi pas IBK?

**L**a signature d'un accord préliminaire de paix, le 18 juin 2011, entre le gouvernement de Bamako et les groupes armés du Mali, a tracé le chemin pour la tenue de l'élection présidentielle le 28 juillet 2013. Il était acquis, au travers de cet accord, que l'élection présidentielle, se tiendra sur tout le territoire national malien, y compris dans la ville de Kidal. Le premier tour aura, donc lieu, le 28 juillet et 27 candidats, après le retrait de Tiébilé Dramé, vont se disputer les clés du palais de

Koulouba. Jamais une élection présidentielle malienne ne s'est tenue dans un contexte aussi particulier que celui-ci: crise armée dans le Nord du Mali; coup d'Etat du capitaine Sanogo; fuite du président Amadou Toumani Touré vers Dakar, au Sénégal; attaque contre le président de transition, Diocounda Traoré, dans son palais; démission forcée du premier ministre Cheikh Modibo Diarra; intervention réussie de l'opération Serval avec François Hollande. Le contexte est royalement particulier. Aussi, pour l'honneur du Mali, le président du R.p.m (Le Ras-

semblement pour le Mali), Ibrahim Boubacar Keita, est le mieux placé de tous les candidats et nous pensons, qu'à juste titre, les Maliens devraient le choisir pour présider aux destinées de leur pays, demain. Les problèmes qui se posent au Mali sont des problèmes de sécurité, d'absence de l'autorité de l'Etat, de la faiblesse des institutions, de la corruption. Les problèmes qui se posent au Mali sont aussi d'ordre économique et social. En conséquence de tout ce qui précède, Ibrahim Boubacar



semblement pour le Mali), Ibrahim Boubacar Keita, est le mieux placé de tous les candidats et nous pensons, qu'à juste titre, les Maliens devraient le choisir pour présider aux destinées de leur pays, demain. Les problèmes qui se posent au Mali sont des problèmes de sécurité, d'absence de l'autorité de l'Etat, de la faiblesse des institutions, de la corruption. Les problèmes qui se posent au Mali sont aussi d'ordre économique et social. En conséquence de tout ce qui précède, Ibrahim Boubacar

Keita apparaît comme celui-là qui pourrait mettre fin à cette crise multiforme. Grand Ami du C.r.p.i (Cercle de réflexion, propositions et initiatives), notre association, Ibrahim Boubacar Keita est un homme de gauche aux convictions inaltérables. Il est un homme de gauche aux ressources politiques très fortes. Comme un grand sportif qui s'est préparé pour les jeux olympiques, il est un véritable athlète de la politique malienne qui s'est préparé pour cette élection présidentielle; et selon une expression très tendance

en ce mouvement, I.B.K se veut comme François Hollande, «un président normal demain».

Claude Abraham MILANDOU  
Député,  
Coordonnateur du C.R.P.I  
(Cercle de Réflexion Propositions et Initiatives)  
Tél: 06.661.65.05 / 05.557.01.07  
E-mail:  
claudeamilandou@yahoo.fr

Session ordinaire du Conseil national du crédit

# L'activité des banques congolaises est dans une bonne orientation

Le conseil national du crédit s'est réuni en session ordinaire, mercredi 17 juillet 2013, dans les locaux de la direction nationale de la B.e.a.c (Banque des Etats de l'Afrique centrale), à Brazzaville, sous la présidence de Léon-Raphaël Mokoko, ministre délégué, chargé du plan et de l'intégration, en présence de Mme Claudine Munari, ministre du commerce et des approvisionnements, et Cédric Ondaye Ebau, directeur national de la B.e.a.c et secrétaire général du conseil national du crédit. Au terme de leur session, les membres du conseil ont relevé, avec satisfaction, la bonne orientation de l'activité des banques congolaises, jusqu'à la fin du mois d'avril 2013.

**P**endant les travaux, les membres du conseil national du crédit ont passé en revue l'évolution des conjonctures économiques internationale et nationale, au cours de l'année 2012, ainsi que les perspectives pour 2013. S'agissant de l'activité des banques congolaises, jusqu'à fin avril 2013, le comité a noté que les dépôts bancaires se sont accrus de 15,3% en glissement annuel, pour s'établir à 1.928,7 milliards de francs Cfa, constitués à 86% des dépôts à vue. Les crédits bruts à la clientèle, pour leur part, ont connu un bond de 39,1% sur cette période, en s'élevant à 879,7 milliards de francs Cfa.

Le conseil national du crédit s'est réjoui de la consolidation de la situation financière et prudentielle des banques congolaises. Les fonds propres de l'ensemble des banques sont conformes aux dispositions réglementaires et les normes prudentielles édictées par la Cobac (Commission bancaire d'Afrique centrale) ont été honorées par la plupart des établissements de crédit.

Parmi les sujets abordés, il y avait la situation des établisse-

ments de microfinance, celle des banques et les relations entre les banques. A ces sujets, les membres du conseil ont noté, avec satisfaction, que les institutions internationales comme le F.m.i (Fonds monétaire international) ont une appréciation positive de l'état des banques congolaises, avec la consolidation de leur état financier. Les membres ont, également, constaté que l'enveloppe du crédit a augmenté. Ils ont émis le vœu que le crédit à l'économie soit davantage plus important, parce que les ressources sont abondantes et que les emplois ne sont pas suffisamment à la hauteur des ambitions du pays.

Le ministre délégué Léon-Raphaël Mokoko a fait remarquer que, pour que les Congolais accèdent à ces crédits, «il faut travailler davantage. Les données globales des dépôts de la masse monétaire de la Banque centrale sont en évolution. Il y a quelque temps, le pays a enregistré 12.000 milliards de francs Cfa de ressources et à peu près 7.000 milliards d'emplois».

D'après le communiqué de presse, le conseil a approuvé



Claudine Munari et Léon Raphaël Mokoko.



Une vue des membres pendant les travaux

les conclusions des travaux de sa commission technique, chargée du suivi et de l'évaluation des recommandations du séminaire-atelier sur la mise en œuvre des volets «secteur bancaire» et «microfinance» de la stratégie de développement du secteur financier.

Par ailleurs, le conseil a pris une résolution donnant habilitation au secrétaire général à délivrer, dans l'intervalle des

sessions du conseil national du crédit, les avis pour l'ouverture des agences de établissements de microfinance de deuxième catégorie.

Philippe BANZ.

Congo-France

## Le combat de Yamina Benguigui pour les droits des femmes dans le monde francophone

Ministre déléguée auprès du ministre français des affaires étrangères, chargée de la francophonie, Mme Yamina Benguigui a effectué, récemment, une visite au Congo, au cours de laquelle elle a été reçue par le président de la République, Denis Sassou Nguesso. Durant son séjour brazzavillois, elle a rencontré un groupe de femmes œuvrant dans des organisations de la société civile congolaise. Au terme de sa visite, mercredi 10 juillet 2013, la ministre déléguée française a, au cours d'une réception dans les jardins de la Case De Gaulle (résidence de l'ambassadeur de France), prononcé un discours dans lequel elle a prôné les valeurs de la francophonie et présenté l'état parfois alarmant des femmes dans le monde, victimes, très souvent, de viols.

Citant en exemple la RDC, le plus grand pays francophone,



Yamina Benguigui posant avec, entre autres, Jean-François Valette et Alain Akouala Atipault.



Les invités ayant participé à la cérémonie.

Mme Yamina Benguigui a précisé qu'à Goma, la capitale de la province du Nord-Kivu, à l'Est du pays, les femmes sont victimes de viols et cela est devenu monnaie courante. Les victimes les plus âgées ayant 70 ans et plus et les plus jeunes, 18 mois. Le viol était devenu «une arme de guerre et les corps des femmes un champ de bataille». Ce qui donne lieu à des escadrons porteurs de virus du sida. «Tout cela se passait dans un silence assourdissant», a lâché la ministre française, qui a ajouté: «Nous portons des valeurs dans la francophonie; il y a la langue française que nous avons en commun, qui fait que cet espace, les soixante-dix-sept nations sur les cinq continents est une force. Mais, il y a aussi des valeurs. J'ai donc décidé de pousser les murs de mon Ministère et d'y mettre le droit des femmes francophones». C'est ainsi que son département ministériel a contribué, largement, à la tenue du dernier sommet de la francophonie, à Kinshasa, après moult tractations.

Selon Yamina Benguigui, 770 femmes ont témoigné au premier forum mondial des femmes francophones tenu à Paris (France), le 20 mars dernier, sur les traitements inhumains et odieux qui leur sont infligés. Celles-ci sont devenues des vigiles dans les 77 pays francophones, pour protéger le droit des femmes dans l'espace francophone.

Mme Yamina considère que dans ce processus, les femmes ont déjà gagné une bataille. Car, la thématique des femmes sera au cœur du prochain sommet de la francophonie, à Dakar, au Sénégal, en 2014. Ce qui n'a jamais été le cas, depuis la création de l'O.i.f (Organisation internationale de la francophonie).

Signalons que la cérémonie s'est déroulée en présence de l'ambassadeur de France au Congo, Jean-François Valette, et parmi les invités, il y avait Alain Akouala Atipault, ministre à la présidence, chargé des zones économiques spéciales, qui a représenté le gouvernement. Les anciens étudiants boursiers de France et les volontaires de solidarité internationale faisaient, eux aussi, partie des invités, à la Case De Gaulle.

Aristide Ghislain NGOUMA

Ministère du développement industriel et de la promotion du secteur privé

## Dépouillement des offres relatives à la gestion des marchés publics

Dans le cadre du nouveau code de gestion des marchés publics congolais, le Ministère du développement industriel et de la promotion du secteur privé a organisé, du 16 au 18 juillet 2013, une cérémonie relative au dépouillement des offres. C'est Dominique Bemba, directeur de cabinet au Ministère du développement industriel, qui a présidé la cérémonie, en présence des membres de la sous-commission d'analyse des offres de la cellule des marchés publics de ce département ministériel, ainsi que les entreprises et sociétés soumissionnaires.

**D**'entrée de jeu, Dominique Bemba a présenté les six projets dont les offres restaient à être dépouillées. En dehors du projet sur la création du site web, les autres projets concernent, essentiellement, les travaux de réalisation du plan d'aménagement des sites de ces projets. Ce sont: les projets de cimenteries de Madingou et Mindouli; le projet de viabilisation du site d'implantation de l'industrie de textile; le projet d'aménagement du site de l'industrie de fabrication des médicaments génériques; le projet de viabilisation des sites des friches industrielles; le projet de création d'un site web; le projet d'aménagement du site de l'industrie de transformation des déchets ménagers; le projet d'aménagement du site industriel de transformation de l'argile de Makoua; le projet d'aménagement du site industriel de transformation de l'argile de Tchitondi; le projet de viabilisation du site de l'unité industrielle de transformation de manioc de Mbé; le projet d'aménagement de la zone industrielle spécialisée dans



Dominique Bemba.

l'agroalimentaire; le projet de création et d'aménagement de la zone industrielle des Plateaux. Par ailleurs, on note, aussi, les projets de construction des directions départementales du Ministère du développement industriel et de la promotion du secteur privé dans les départements des Plateaux, de la Sangha et du Pool; les travaux de réhabilitation des locaux de la direction générale de l'indus-



Le dépouillement des offres.

trie, la direction générale de la promotion du secteur privé, ainsi que ceux du siège du Ministère du développement industriel et de la promotion du secteur privé.

Au total, il s'agit de 18 projets dont les offres ont été dépouillées. 88 établissements soumissionnaires, contre 117 entreprises ayant acheté les documents d'appels d'offres. Les délais d'exécution des travaux varient de 3 à 12 mois. Les montants d'exécution oscillent entre 100 millions et 1 milliard de francs Cfa. L'adjudicataire, pour chaque projet, sera désigné après examen des dossiers par la sous-commission d'évaluation de la cellule de gestion des marchés publics. Pour Dominique Bemba, «cette cérémonie qui obéit aux exigences actuelles de gestion des marchés publics, permet, également, de donner à tous les

soumissionnaires, les mêmes chances dans la compétition de conquête de marchés».

Clairvoyance, transparence, détente,... telles sont les quelques notions qu'on peut retenir pour qualifier l'atmosphère qui a prévalu durant les trois jours de dépouillement des offres. Pour assurer l'égalité entre les entreprises candidates, la sous-commission d'évaluation travaillera à huis clos, dans le strict respect de la confidentialité et de l'impartialité, avant de rendre publics les soumissionnaires qui auront gagné les marchés.

Cyr Armel YABBAT-NGO

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES, DU PLAN, DU PORTEFEUILLE PUBLIC ET DE L'INTEGRATION  
 PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE TRANSPARENCE ET DE GOUVERNANCE  
 Crédit n° 5063-CG- Financement IDA/Unité d'Exécution du Projet  
 B.P 2116 Brazzaville, République du Congo, Tel: 05 551 96 11, Courriel: [prctg@yahoo.fr](mailto:prctg@yahoo.fr)

## AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET N°20/MEFPPPI-CAB//PRCTG II/13

«Recrutement d'un Expert local pour la création, la mise en œuvre et l'animation d'un site web au profit de l'Inspection Générale d'Etat (IGE)»

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu auprès de l'Association Internationale de Développement (IDA) un crédit (Crédit n° 5063-CG) du Projet de Renforcement des Capacités de Transparence et de Gouvernance (PRCTG), et a l'intention d'utiliser une partie du montant dudit crédit pour financer les services de consultants ci-après: Recrutement d'un Expert local pour la conception, la mise en œuvre et l'animation d'un site web au profit de l'Inspection Générale d'Etat (IGE).

2. L'objectif de la mission de l'Expert local pour la création, la mise en œuvre et l'animation d'un site web de l'IGE, est de permettre à cette Institution, de disposer en permanence de données, des indicateurs de performances, d'impacts et de suivi régulièrement actualisés, sur des sites web et d'autres supports de diffusion numériques, en rapport avec son champ d'action. La durée de la mission couvre une période de douze (12) mois, comprenant quatre (04) missions d'un (01) mois chacune dont les périodes seront fixées d'accord entre ledit Expert et l'IGE. Les quatre (4) missions réparties ainsi qu'il suit:

- première mission (Conception et mise en œuvre du site): un (1) mois; - deuxième mission (Mise à jour du site et formation des utilisateurs): un (1) mois; - troisième mission (Mise à jour du site et formation des utilisateurs): un (1) mois; - quatrième mission (Mise à jour du site et formation des utilisateurs): un (1) mois.

3. L'Unité d'Exécution du PRCTG invite les candidats intéressés à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir des informations pertinentes indiquant leurs capacités techniques à exécuter lesdits services.

Le dossier de candidature devra comporter les renseignements suivants:

- les copies des diplômes; - les compétences du candidat pour la mission, notamment l'indication de références techniques vérifiables en matière de missions similaires (liste des précédents clients pour ce type de mission: année, coût de la mission, nom et adresse complète du représentant du client);

L'adresse complète du consultant (localisation, personne à contacter, BP, Téléphone, Fax, Courriel).

Profil du Consultant:

- être titulaire d'un BTS (minimum) dans le domaine des Technologies de l'Information et de la Communication, de l'informatique appliquée à la gestion, dans la conception des bases de données; - disposer d'une expérience d'au moins cinq (5) ans; - avoir une expérience en création de sites WEB: FRONTPAGE, DREAM WEAVER ou équivalent; - avoir des connaissances en administration Base de données SQL et MYSQL; - avoir une expérience en multimédia, traitement d'images et de vidéos (Photo Shop, Adobe première ou équivalent); - avoir la maîtrise dans la conception des architectures Réseaux Internet et Intranet; - avoir une expérience en gestion du parc ordinateurs; - avoir une expérience en administration système (Windows Serveur ou équivalent) et en réseau (configuration des routeurs ou équivalent).

4. Sur cette base, un Consultant individuel sera sélectionné conformément aux Directives de la Banque «Sélection et Emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale de janvier 2011». Le Consultant sera sélectionné sur la base de la comparaison des CV.

5. Les intéressés doivent s'adresser à l'Unité d'Exécution du PRCTG pour obtenir des informations supplémentaires, à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables, de 8 h 00 à 16 h 00.

6. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé ou en version électronique à l'adresse ci-dessous, au plus tard, le Vendredi 16 Août 2013:

PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE TRANSPARENCE ET DE GOUVERNANCE  
 UNITE D'EXECUTION DU PROJET  
 SECTION PASSATION DES MARCHES  
 B.P 2116 Brazzaville, République du Congo  
 Derrière le Commissariat Central  
 Courriel: [prctg@yahoo.fr](mailto:prctg@yahoo.fr)  
 Brazzaville, le 23 Juillet 2013  
 Le Coordonnateur p.i.

Jean François EKANDJA

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES, DU PLAN, DU PORTEFEUILLE PUBLIC ET DE L'INTEGRATION  
 PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE TRANSPARENCE ET DE GOUVERNANCE  
 Crédit n° 5063-CG- Financement IDA/Unité d'Exécution du Projet  
 B.P 2116 Brazzaville, République du Congo, Tel: 05 551 96 11, Courriel: [prctg@yahoo.fr](mailto:prctg@yahoo.fr)

## AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET N° 19/MEFPPPI-CAB/PRCTG II/13

«Recrutement d'un Consultant individuel international pour la formation de soixante dix (70) informaticiens du MEFPPPI en administration base de données et sécurité»

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu auprès de l'Association Internationale de Développement (IDA) un crédit (Crédit n° 5063-CG) du Projet de Renforcement des Capacités de Transparence et de Gouvernance (PRCTG), et a l'intention d'utiliser une partie du montant dudit crédit pour financer les services de consultants ci-après: Recrutement d'un Consultant individuel international pour la formation de 70 informaticiens du MEFPPPI en administration base de données et sécurité.

2. La formation vise de manière générale à accroître les compétences des informaticiens du MEFPPPI en administration base de données, messagerie/outil collaboration, serveurs d'application et sécurité (MySQL et ORACLE 10g) pour permettre une production des actes administratifs.

Les objectifs spécifiques sont: (i) former les agents en administration système, base de données, messagerie/outil collaboration, serveurs d'application et sécurité (MySQL et ORACLE 10g); (ii) rendre apte et compétitif le personnel informaticien.

La durée de la mission est estimée à vingt un (21) jours ouvrables répartis ainsi qu'il suit: (i) administration de base ORACLE: 04 groupes de 10, soit 20 informaticiens; (ii) administration de base ORACLE avancé: 04 groupes de 10, soit 20 informaticiens; (iii) administration messagerie/outil collaboration: 01 groupe de 10, soit 10 informaticiens et (iv) administration des serveurs d'application: 02 groupes de 10, soit 20 informaticiens.

3. L'Unité d'Exécution du PRCTG invite les candidats intéressés à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir des informations pertinentes indiquant leurs capacités techniques à exécuter lesdits services.

Le dossier de candidature devra comporter les renseignements suivants:

- les copies des diplômes; - les compétences du candidat pour la mission, notamment l'indication de références techniques vérifiables en matière de missions similaires (liste des précédents clients pour ce type de mission: année, nom et adresse complète du représentant du client);

- l'adresse complète du consultant (localisation, personne à contacter, BP, Téléphone, Fax, Courriel).

Profil du Consultant:

- le consultant devra être titulaire d'un diplôme BAC+5 ou plus dans le domaine du développement et de l'administration des bases de données et de gestion des projets ou une certification ORACLE; - les expériences pratiques dans le domaine concerné par la formation sont fortement souhaitées; - l'expérience dans la formation des adultes serait un atout.

4. Sur cette base, un Consultant individuel sera sélectionné conformément aux Directives de la Banque «Sélection et Emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale de janvier 2011». Le Consultant sera sélectionné sur la base de la comparaison des CV.

5. Les intéressés doivent s'adresser à l'Unité d'Exécution du PRCTG pour obtenir des informations supplémentaires, à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables, de 8 h 00 à 16 h 00.

6. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé ou en version électronique à l'adresse ci-dessous, au plus tard, le vendredi 16 août 2013:

PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE TRANSPARENCE ET DE GOUVERNANCE  
 UNITE D'EXECUTION DU PROJET  
 SECTION PASSATION DES MARCHES  
 B.P 2116 Brazzaville, République du Congo  
 Derrière le Commissariat Central  
 Courriel: [prctg@yahoo.fr](mailto:prctg@yahoo.fr)

Brazzaville, le 23 juillet 2013

Le Coordonnateur p.i  
 Jean François EKANDJA

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES, DU PLAN, DU PORTEFEUILLE PUBLIC ET DE L'INTEGRATION  
 PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE TRANSPARENCE ET DE GOUVERNANCE  
 Crédit n° 5063 -CG/Unité d'Exécution du Projet  
 B.P 2116 Brazzaville, République du Congo, Tel: 05 551 96 11, Courriel: [prctg@yahoo.fr](mailto:prctg@yahoo.fr)

## AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET N° 21/MEFPPPI/PRCTG/13

«Recrutement d'un Consultant individuel international pour l'identification des besoins et l'élaboration d'un programme de formation de l'Inspection Générale d'Etat»

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu auprès de l'Association Internationale de Développement (IDA) un crédit n° 5063-CG, pour le financement des activités du Projet de Renforcement des capacités de Transparence et de Gouvernance (RRCTG), et a l'intention d'utiliser une partie du montant dudit Don pour financer les services de consultants ci-après: Recrutement d'un Consultant individuel international pour l'identification des besoins et l'élaboration d'un programme de formation de l'Inspection Générale d'Etat.

2. Cette mission vise à élaborer un programme de formation de l'Inspection Générale d'Etat en matière de conduite efficiente des missions d'audit et de contrôle.

Les objectifs spécifiques de la mission sont: (i) d'établir un état des lieux des compétences actuelles; (ii) de définir, au regard du périmètre d'intervention de l'Inspection Générale d'Etat décliné ci-haut, les quantités et les qualifications requises pour la conduite efficiente des missions de contrôle et d'audit; (iii) de déterminer les écarts entre les compétences actuelles et celles requises; (iv) de proposer des modules spécifiques de formations destinés à accroître progressivement, les capacités professionnelles des inspecteurs généraux d'Etat, des inspecteurs d'Etat et des auxiliaires de contrôle; (v) de déterminer les coûts estimatifs des modules spécifiques de formations.

La durée de la mission est de quatre vingt dix (90) jours intégrant la soumission du rapport final.

3. L'Unité d'Exécution du PRCTG, invite les candidats intéressés à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir des informations pertinentes indiquant leurs capacités techniques à exécuter lesdits services.

Les consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (brochures, références concernant l'exécution de contrats analogues, expérience dans des conditions semblables, etc.).

4. Sur cette base, un consultant individuel sera sélectionné conformément aux Directives de la Banque «Sélection et Emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale de janvier 2011». Le Consultant sera sélectionné suivant la comparaison des CV.

5. Les intéressés doivent s'adresser à l'Unité d'Exécution du PRCTG pour obtenir des informations supplémentaires, à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables, de 8 h 00 à 16 h 00.

6. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé ou en version électronique à l'adresse ci-dessous, au plus tard, le vendredi 16 Août 2013 à:

PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE TRANSPARENCE ET DE GOUVERNANCE  
 UNITE D'EXECUTION DU PROJET  
 SECTION PASSATION DES MARCHES  
 B.P 2116 Brazzaville, République du Congo;  
 Derrière le Commissariat Central  
 Courriel: [prctg@yahoo.fr](mailto:prctg@yahoo.fr)

Brazzaville, le 23 Juillet 2013

Le Coordonnateur p.i;

Jean François EKANDJA

Le Centre culturel russe de Brazzaville  
 et le groupe des Universités d'Etat russes - membres de l'association RACUS vous invitent au

# salon éducatif «ETUDIER EN RUSSIE-2013» les 26-27 juillet à 12 heures



Adresse:  
 Centre culturel russe de Brazzaville,  
 Avenue Amilcar Cabral  
 (à côté de Casino, ex-Score)  
 Centre-ville, Brazzaville, B.P. : 2021  
 tél.: 22.281.19.22, port.: 06.664.62.95  
 E-mail: [racuscongo@yahoo.fr](mailto:racuscongo@yahoo.fr)

## LES INSCRIPTIONS SONT OUVERTES!

- ✓ plus de 15 des meilleures universités d'Etat
- ✓ Frais d'études et d'hébergement: de 2500 à 3400 dollars américains par an
- ✓ 10 grandes villes de la partie européenne de Russie
- ✓ plus de 300 filières à choisir



Médecine générale (en français et en russe); Pharmacie (en français et en russe); Médecine dentaire (en français et en russe); Sciences économiques; Management; Marketing; Commerce; Finance et crédit; Banque; Comptabilité et audit; Gestion du personnel; Fiscalité et parafiscalité; Pétrole et gaz; Télécommunications; Agriculture; Mécanique; Radiophysique et électronique; Electrotechnique; Architecture; Génie civil; Informatique; Technologie de l'information; Jurisprudence; Relations publiques; Journalisme; Sciences politiques; Services socioculturels et tourisme; Ecologie; Mathématiques; Physique; Chimie; Biologie etc.

# WWW.EDURUSSIA.RU



Cemac (Communauté des Etats de l'Afrique centrale)

## Le Gabon a lancé un emprunt obligataire, pour un programme de développement

Le gouvernement gabonais a lancé une campagne sur le marché de la Cemac (Communauté des Etats de l'Afrique centrale), pour un emprunt obligataire permettant de lever une somme de 240 milliards de francs Cfa, en complément de financement d'un programme de développement consistant à la construction d'infrastructures de base, afin de faire du Gabon un pays émergent d'ici à 2025. A Brazzaville, cette campagne a démarré par une rencontre avec les établissements bancaires et de crédit, ainsi que les assurances installés au Congo.

Le Ministère gabonais de l'économie, de l'emploi et du développement durable, à travers sa direction générale de la dette, a lancé une campagne de communication sur le programme des émissions d'emprunts obligataires du Gabon, au titre de l'année 2013. Au cours d'une conférence de presse donnée, vendredi 19 juillet 2013, à l'hôtel Ledger Plaza Maya-Maya, à Brazzaville, Francis Linis Lendjougou, conseiller financier du ministre de l'économie, en présence de Thierry Minko, directeur général de la dette, a expliqué les motivations de cet emprunt obligataire lancé par le Gabon. Conformément à la stratégie de dette adoptée par loi de finances 2013, l'Etat gabonais a prévu de mobiliser des ressources d'emprunt d'un montant total de 508,7 milliards, dont 268,7 milliards de francs Cfa d'emprunts intérieurs et 240 milliards d'emprunts extérieurs, sous la forme d'obligations du trésor. La valeur nominale unitaire est de 10.000 francs Cfa et l'intérêt de remboursement est fixé à 4,5% par an. Ainsi, l'Etat gabonais entend lever environ 240 milliards de francs Cfa sur le marché de la Cemac, dans le cadre de son

programme de développement. Ces ressources visent, essentiellement, à assurer le financement de ses investissements structurants contenus dans le schéma directeur national d'infrastructures, un axe majeur du plan stratégique Gabon émergent, en particulier dans les domaines des infrastructures routières, de la modernisation des aéroports, du développement de la capacité de production énergétique, des infrastructures de télécommunication et de bien d'autres secteurs de soutien à la production.

Les souscripteurs du Congo s'adresseront à la banque «Crédit du Congo». Les émissions d'obligations s'adressent, majoritairement, à des investisseurs institutionnels et au grand public de la sous-région Cemac. «Le gouvernement vous invite donc à placer votre confiance sur les titres de la République Gabonaise qui bénéficie d'une crédibilité appréciable sur le plan international, à travers ses différentes dettes commerciales et l'emprunt obligataire en dollars américains émis en 2007, parallèlement à une levée de fonds sous-régional de la Cemac, avec la gestion satisfaisante de l'emprunt



Thierry Minko et Francis Linis Lendjougou.



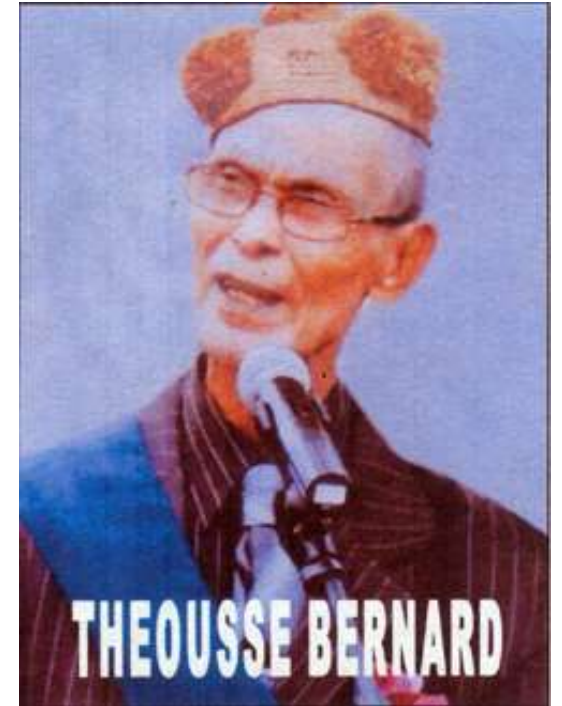
Les représentants des établissements bancaires et des assurances pendant le lancement de l'emprunt obligataire.

obligataire régional, en 2007», a déclaré Francis Linis Lendjougou. Signalons que la conférence de presse s'est tenue en présence des autres membres de la délégation gabonaise, notamment Mme Corrine Mangouangu, directrice adjointe de la programmation des ressources, Mme J. Ondo Nguema, conseiller en communication

du ministre de l'économie, et Clotaire Obame Nzé, responsable de la direction de la stratégie de la dette.

Philippe BANZ.

### REMERCIEMENTS



Ancien Inspecteur de l'Enseignement primaire et ancien Directeur de Cabinet du Vice-Président de la République du Congo, Jacques Opangault, M. Bernard THEOUSSE a été rappelé à Dieu, le 20 Mai 2013.

Ne pouvant répondre individuellement aux très nombreuses marques de compassion, de solidarité et de sympathie exprimées lors des obsèques, sa famille remercie très sincèrement tous ceux qui l'ont assistée, sous les formes les plus diverses.

Une messe d'action de grâces sera dite le dimanche 28 juillet 2013, à 7h, à la Paroisse Saint-Christophe de Mvoumvou (Pointe-Noire).

Ceux qui ont connu et apprécié l'Inspecteur Bernard THEOUSSE y sont cordialement conviés.

**Pour de bonnes analyses, j'aime lire La Semaine Africaine.**

Ministère de la Santé et de la Population  
Cabinet

République du Congo  
Unité \* Travail \* Progrès

## Communiqué Officiel

Le Directeur du Cabinet du Ministre de la Santé et de la Population demande à tous les Professionnels de santé ayant terminé leur cursus de formation, en instance d'intégration, de bien vouloir se présenter à la Direction Générale de l'Administration et des Ressources, située dans l'enceinte du Laboratoire National, à compter du 29 juillet 2013.

Il s'agit de: Médecins généralistes; Médecins spécialistes; Pharmaciens; Assistants sanitaires; Infirmiers diplômés d'Etat; Agents techniques de santé; Techniciens de laboratoire; Ingénieurs en équipements biomédicaux et tous les autres diplômés de santé.

Les intéressés sont priés de se munir des pièces administratives ci-après:

- Demande manuscrite;
- Copie du diplôme légalisé;
- Extrait d'acte de naissance;
- Un casier judiciaire;
- Un certificat de nationalité;
- Un certificat médical d'aptitude physique;
- Note de service d'admission au concours;
- Note de service de sortie.

Fait à Brazzaville, le



**N.B: Le dépôt du dossier est gratuit**

Archidiocèse de Brazzaville

# La basilique Sainte-Anne fête bientôt ses 70 ans

Sanctuaire souvenir, la basilique Sainte-Anne du Congo s'apprête à souffler sa 70<sup>ème</sup> bougie, dimanche 28 juillet prochain. Les préparatifs de ce jubilé vont bon train, et occupent de plus en plus l'actualité religieuse de l'archidiocèse. Pour cause, la ville capitale sinon certains hauts lieux de Brazzaville naguère capitale de la France libre, sont depuis jonchés de banderoles annonçant justement cet événement religieux, historique mais aussi de haute portée. En effet, Sainte-Anne du Congo reste bel et bien l'édifice religieux, qui symbolise le traditionnel rapprochement entre la France et le Congo. Inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco, la basilique Sainte-Anne du Congo est à n'en point douter «le symbole de Brazzaville», pour paraphraser le ministre de la culture et des arts: Jean Claude Gakosso.

**V**oulues en la fête de Sainte-Anne et Joachim le 26 juillet (tombant un vendredi), les festivités des 70 ans de la basilique Sainte-Anne du Congo auront lieu le dimanche 28 juillet 2013, au cours d'une messe solennelle en la basilique implantée en plein cœur de Poto-Poto, un quartier cosmopolite. Déjà, plusieurs activités sont en cours, pour marquer cet épisode important de l'Eglise du Congo en général, et de l'archidiocèse de Brazzaville, en particulier.

Au menu des activités, un tournoi de football et de nzango, un concert des chorales, les conférences sur les thèmes: «Sainte-Anne sanctuaire souvenir de la France libre», «Sainte-Anne dans la beauté architecturale de Brazzaville». Toutes ces activités étalées sur la semaine précédant le jour J de l'événement (du 21 au 28 juillet) font dès lors se profiler des moments grandiose, au cœur d'une chrétienté connue pour son caractère on ne peut plus cosmopolite. Car, on peut l'affirmer, le recteur de la basilique Sainte-Anne du Congo, l'abbé Vincent de Paul Malonga et tous les chrétiens tiennent à faire les choses en grand. En réalité, le ton des préparatifs de ce méga anniversaire avait été donné le 23 mars dernier, lorsque les chrétiens de Sainte-Anne conduits par leur

curé, ont effectué un pèlerinage à Linzolo, localité qui a abrité il y a peu, les festivités des 130 ans de l'évangélisation du Congo. Lors de ce pèlerinage, les chrétiens de Sainte-Anne n'avaient pas manqué de faire acte de charité, en offrant quelques présents à cette paroisse, qui elle aussi préparait son jubilé. Un pèlerinage qui au retour, avait eu pour point de chute la paroisse Saint François d'Assise, fondée en 1937, où avait transité la pierre qui a servi à la construction de l'autel de Sainte-Anne.

Prestigieux édifice, monument architecturalement impressionnant, la basilique Sainte-Anne est l'œuvre de l'architecte français Roger Errell, qui a talentueusement réussi à mettre en musique et concrétiser le projet du père Nicolas Moysan, missionnaire spiritain. L'édifice est érigé en 1943, en pleine deuxième guerre mondiale, une période où le Congo était encore compté parmi les pays de l'A.e.f (Afrique équatoriale française), actuellement Cemac (Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale). Le projet résulte de la décision des représentants de l'Etat français, de l'Eglise, des Français et des chrétiens congolais, de construire une maison de prière, devant accueillir et rassembler des personnes éprises de paix et de foi.



L'historique Basilique Sainte-Anne du Congo.

Détruit lors des conflits armés ayant durement ensanglanté le pays, l'édifice a fait peau neuve et s'est enfin vu achevé, en 2011, avec entre autres, la pose de son clocher, jamais élevé depuis 1950. Son achèvement s'est en grande partie réalisé grâce à l'implication personnelle du couple présidentiel dont l'épouse Mme Antoinette Sassou Nguesso n'est ni plus ni moins, la marraine du projet. La construction de la basilique Sainte-Anne du Congo a aussi connu un précieux apport du roi Mohamed V du Maroc et l'empereur d'Ethiopie, qui ont tenu à honorer cette coopération bilatérale entre le Congo et

la France à travers ce légendaire lieu de culte et de ressourcement. Du haut de son fascinant décor enjolivé par ses ogives ou ses «mains jointes», cette basilique est certainement un modèle unique de son temps. A tout le moins, nous ne pouvons que souhaiter la réussite de cette fête qui s'annonce belle, priante et mémorable, en communion avec une chrétienté plus que jamais dans l'allégresse.

Aristide Ghislain  
NGOUMA

## ANNONCE

Du 4 au 10 août 2013, le Foyer de charité de Brazzaville, organise à Djiri, chez les Franciscains, une retraite sous le thème: «Avec la foi, découvrons le secret des béatitudes. D'après Matthieu, Jésus, pour proclamer les béatitudes, monta sur une montagne. Nous sommes invités à notre tour à faire de même pour les méditer. Chaque méditation nous permettra de franchir une étape, dans le but d'escalader cette montagne «aux huit escarpements». Partant de l'écriture, puis de la tradition, la retraite propose aux retraitants une approche théologique et spirituelle de chacune des béatitudes avant de considérer la manière dont nous pouvons les mettre en pratique aujourd'hui, dans l'Eglise tout autant que dans notre propre vie.

L'écriture révèle toujours des nouvelles implications et un contenu plus riche, selon les démarches et interrogations nouvelles avec lesquelles on la lit. C'est dans cet esprit que le prédicateur souhaite réfléchir avec les retraitants sur les béatitudes, c'est-à-dire éclairer la vie à partir des béatitudes et les béatitudes à partir de la vie.

La retraite s'adresse à tous les chrétiens catholiques: adultes, étudiants; mariés, veufs, célibataires, religieux et religieuses. Elle se fait en silence afin de favoriser l'intériorité et l'enracinement de la parole de Dieu dans les cœurs.

### Renseignements et inscriptions:

51, rue Kimpanzou (ancienne résidence des sœurs Franciscaines missionnaires de Marie, avenue de la Paix, face à la Mucodec)  
- Abbé Jean Bruno NTSIETE  
Tél.: 06 675 81 68  
- Renaud MAMBOU  
Tél.: 06 67372 73  
- Père Pascal TATY  
Tél.: 05 539 60 64 / 06 619 88 80

## Eric-Pressing

### PRESSING DE LUXE

Situé au coeur économique de: \* Brazzaville  
rond-point Mougali \* Pointe-Noire centre ville,

## ERIC-PRESSING

### ERIC

- \* E = Expérience dans le cadre de Nettoyage à Sec
- \* R = Remplissant toutes les conditions de lavage
- \* I = Irréprochable pour un travail soigné et bien fait
- \* C = Compétence qui fait la différence

### PRESSING

- \* P = Professionnel confirmé
- \* R = Reste fidèle au bon service
- \* E = Entretien de qualité inégalable
- \* S = Service non stop
- \* S = Sollicite par les clients exigeants
- \* I = Incomparable, toute la ville en parle
- \* N = Nommé ERIC-PRESSING
- \* G = Garantit la longévité de nos vêtements

**Faites confiance à notre pressing de luxe!**

MINISTERE DES FINANCES, DU BUDGET  
ET DU PORTEFEUILLE PUBLIC  
DIRECTION GENERALE DES IMPOTS ET DES DOMAINES  
DIRECTION DE L'ENREGISTREMENT, DE LA FISCALITE FONCIERE ET DOMANIALE  
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES IMPOTS DE LA SANGHA  
DIVISION DE LA CONSERVATION DES HYPOTHEQUES ET DE LA PROPRIETE  
FONCIERE DE OUESSO

## INSERTION LEGALE

N°15/2013

L'inspecteur Divisionnaire de la Conservation des Hypothèques et de la Propriété Foncière de Ouesso-Sangha

N°015/13/MFBPP/DGID/DEFFD/DDIS/DCHPFO

Suivant réquisitions reçues par l'Inspecteur Divisionnaire de la Conservation des Hypothèques et de la Propriété Foncière, une procédure d'immatriculation, en vue de l'établissement des titres fonciers, est en cours. Cette procédure concerne les immeubles suivants:

N° D'ORDRE	N° DE REQUISITIONS	REFERENCES CADASTRALES	ARRONDISSEMENTS/DISTRICTS	QUARTIERS	REQUERANTS
01	669 du 23/05/2012	Section E Bloc - plle 8Sup 400 ,00m <sup>2</sup>	Qtier ANAC 4 <sup>e</sup> Tranche	Arrond.1 Nzalangoye Ouesso	ITOUA Christ Flaubert
02	863 du 16/07/2013	Section Bloc - plle - Sup 4.000,00m <sup>2</sup>	Qtier -	Arrond.2 Mbindjo Ouesso	TEUMO Colette
03	864 du 16/07/2013	Section - Bloc- plle1 Sup 4000,00m <sup>2</sup>	Qtier	Arrond.2 Mbindjo Ouesso	TEUMO Colette
04	846 du 17/06/2013	Section E Bloc- plle 3 Sup816,, 00m <sup>2</sup>	Qtier -ANAC 4 <sup>e</sup> Tranche	Arrond.1 Nzalangoye Ouesso	M. POGNABEKA Fulbert
05	821 du 06/05/2013	Section - Bloc-plle 5Sup 517,50m <sup>2</sup>	Qtier -Mindongo	Arrond.1 NzalangoyeOuesso	Mme MASSIKA Débora Blandine
06	853 du10/07/2013	Section A Bloc-plle 2 Sup528,00m <sup>2</sup>	Qtier:Avenue Marien Ngouabi	Arrond.1 Nzalangoye Ouesso	Banque Congolaise Habitat (BCH)
07	856 du 12/07/2013	Section D Bloc-plle 12 Sup 317,20m <sup>2</sup>	Qtier ANAC	Arrond.1 Nzalangoye Ouesso	M. ANDOURA OSSEMA LÉBOYI Patrick
08	857 du 12/07/2013	Section DBloc- plle3 Sup 772,20m <sup>2</sup>	Qtier Ngongo	Arrond.2 Mbindjo Ouesso	M. ANDOURA OSSEMA LÉBOYI Patrick
09	855 du 11/07/2013	Section A Bloc-plle 3Sup 861,36m <sup>2</sup>	Qtier Avenue Marien Ngouabi	Arrond.1 Nzalangoye Ouesso	Direct.depart. de La Caisse de Retr. Font (CRF)
10	737 du 25/10/2013	Section EBloc-plle 6Sup 262,00m <sup>2</sup>	Qtier ANAC	Arrond.1 Nzalangoye Ouesso	Mme MANGOUANI Louise Heléodor
11	854 du 11/07/2013	Section Bloc - plle 3Sup 414,00m <sup>2</sup>	Qtier Ngongo	Arrond.2 Mbindjo Ouesso	M. OKO Pierre
12	843 du 13/06/2013	Section SBloc - plle 3-4Sup 800,00m <sup>2</sup>	Qtier Kamengué	Arrond.1 Nzalangoye Ouesso	M. BOUEYA MELLEY Pepy Franck Guelord
13	835 du 03/06/2013	Section G Bloc - plle6-7Sup 800,00m <sup>2</sup>	Qtier CRFO	Arrond.1 Nzalangoye Ouesso	M. OYOMBI Jean Marie
14	795 du 07/03/2013	Section E Bloc - plle 6 Sup 400,00m <sup>2</sup>	Qtier Lycée Ens Générale	Arrond.1 NzalangoyeOuesso	M. OSSIALA Jean Claude
15	7912 du 20/06/2013	Section C Bloc - plle 3 Sup 1252,48m <sup>2</sup>	Qtier MBOMA	Arrond.1 Nzalangoye Ouesso	S.N.P.C Distribution
16	828 du 24/05/2013	Section Bloc - plle 7 Sup 400,00m <sup>2</sup>	Qtier Bira kheim	Arrond.2 Mbindjo Ouesso	M. KUKA BANTSIMBA Marc Josée
17	825 du 21/05/2013	Section C Bloc - plle4 Sup 624,00m <sup>2</sup>	Qtier MBOMA	Arrond.1 Nzalangoye Ouesso	M. NGATSE Albert
18	826 du 22/05/2013	Section A Bloc- plle 1 Sup 400,00m <sup>2</sup>	Qtier ANAC	Arrond.1 Nzalangoye Ouesso	ESSIE Cecile
19	829 du 29/05/2013	Section E Bloc- plle 9 Sup 400,00m <sup>2</sup>	Qtier ANAC	Arrond.1 Nzalangoye Ouesso	BAOUISSILA Arielle Joselle
20	839 du 04/06/2013	Section A Bloc- Plle 9 Sup 416,00m <sup>2</sup>	Qtier Bira Kheim	Arrond.2 Mbindjo Ouesso	M. KABA OSSA Sandra Epitson
21	704 du 27/08/2012	Section F Bloc plle 7 Sup 443,32m <sup>2</sup>	Qtier ANAC	Arrond.1 Nzalangoye Ouesso	M. MBESSA Constantin

Au-delà d'un délai de deux (2) mois, à compter de ce jour, aucune opposition ou déclaration à l'immatriculation ne sera recevable (Art. 26 du Régime de la Propriété Foncière).

Fait à Ouesso, le 12 juillet 2013

Pour insertion légale  
Administrateur des SAF  
Pierre Marin ETINGA

Paroisse Notre-Dame du Rosaire de Baongo (archidiocèse de Brazzaville)

## Mgr Anatole Milandou a posé la première pierre du nouveau presbytère

Vendredi 24 mai 2013, la paroisse Notre-Dame du Rosaire de Baongo a connu une atmosphère singulièrement festive et historique, à l'occasion de la cérémonie de la pose de la première pierre pour la construction du nouveau presbytère. Présidée par Mgr Anatole Milandou, archevêque métropolitain de Brazzaville, la cérémonie s'est déroulée en présence des abbés Donatien Djambou, Farrah Madédé, Rodrigue Allembé et Hénoch Ngondo Malonga, respectivement, curé, premier et deuxième vicaires et vicaire coopérateur. En présence des religieux et religieuses de la paroisse, des membres du conseil pastoral paroissial, du comité de suivi dudit projet ainsi que des paroissiens, sous l'animation liturgique de la schola populaire paroissiale.



Mgr Anatole Milandou posant la première pierre.

Quatre intervenants ont à tour de rôle pris la parole. A la suite du maître de cérémonie et du mot de bienvenue du curé de la paroisse, le docteur Quentin Pena s'est exprimé au nom du comité provisoire chargé de la mise en œuvre de ce projet. C'est ainsi qu'il a rappelé à l'assistance les repères historiques de la paroisse, notamment, l'approbation de la résidence de Notre-Dame du Rosaire par le conseil général de la Maison des pères du Saint-Esprit, en date du 22 novembre 1949. Abordant le sens de cette construction, l'orateur s'est appuyé sur les différents travaux amorcés par le curé de la paroisse, en l'occurrence: la réhabilitation de la grotte mariale, la pose des pavés et la réalisation des travaux de finition du bâtiment dédié à Mgr Barthélémy Batantu. Puis, le docteur Quentin Pena a présenté le projet qui est un bâtiment R+2 couvrant une superficie habitable de 462 m<sup>2</sup>, soit 42 m de long et 11 m de large et qui aura au total quatorze ap-

partements. Les travaux de gros œuvre y compris les enduits sont évalués à 120 millions 555.848 francs Cfa. Le docteur Pena a remercié les autorités hiérarchiques du diocèse et de façon particulière, Mgr Anatole Milandou pour avoir fait honneur à la paroisse concernée. Il a également témoigné de la gratitude des paroissiens de Notre-Dame du Rosaire à l'endroit de M. Fulbert Mbou Ikounga, l'architecte qui a réalisé les plans architecturaux de cet immeuble. De même, il a rappelé que l'église Notre-Dame du Rosaire de Baongo à l'instar de la basilique Sainte-Anne du Congo est classée au rang de patrimoines nationaux, avant d'implorer l'intercession de la Très Sainte Vierge Marie, Notre-Dame du Rosaire, pour l'aboutissement heureux de ce projet. Prenant la parole, l'archevêque de Brazzaville a d'emblée insisté sur la prise de conscience des paroissiens qui doivent y manifester leurs efforts conjugués, en déclarant: «Je vous

exhorte chers paroissiens à conjuguer vos efforts...», citant l'exemple de quelques églises parmi les plus anciennes de Paris qu'il a visitées et qui ont été construites grâce à l'élan de solidarité des paroissiens. L'ordinaire de Brazzaville a demandé à cette même communauté paroissiale de ne pas voir dans cette cérémonie, le début des travaux, mais un pas franchi du long processus à enclencher. Dans cette perspective, il a explicité les raisons de ce projet en faisant allusion aux prêtres des autres diocèses en formation dans les établissements d'enseignement supérieur de Brazzaville qui éprouvent de nombreuses difficultés de logement. Sans oublier ceux qui sont en mission pastorale. Aussi, Mgr Anatole Milandou a exprimé son admiration devant les constructions de ces dernières années dans le diocèse de Pointe-Noire: Saint François, Saint Pierre, etc. A Brazzaville, l'archevêque a loué le

pas franchi par la paroisse Saint Paul de Madibou. S'agissant de la pose de la première pierre, l'ordinaire de Brazzaville y a procédé, selon le rituel traditionnel marqué par les symboles d'usage. Le secrétaire général adjoint du conseil pastoral paroissial a relevé l'immensité et l'importance de la tâche à accomplir. Empruntant le jargon utilisé en athlétisme, ce dernier a invité les paroissiens à se mettre déjà sur «les starting blocks» et à réagir au commandement du starter lorsqu'il dit: «A vos marques», «prêts» et «partez». Dans son adresse, il a remercié l'archevêque pour sa disponibilité, mais surtout, son intérêt à répondre aux besoins de logement de ses prêtres.

Séraphin MOUTOU  
Secrétaire de la Paroisse  
Notre-Dame du Rosaire  
de Baongo

XVII<sup>ème</sup> Dimanche Ordinaire C

## Apprends-nous à prier Seigneur!

Textes: Gn 18,20-32; Col 2,12-14; Lc 11,1-13

Dimanche dernier, l'évangéliste Luc, pour notre méditation, nous présentait la figure de Marie, celle qui est restée aux pieds de Jésus pour écouter et se nourrir de sa parole pendant que sa sœur Marthe se préoccupait bien sûr des questions matérielles pour accueillir l'hôte de marque qui est arrivé chez eux. La réaction de Jésus face aux soucis de Marthe que nous fêtons lundi prochain donne justement du relief à la vraie vie du disciple qui doit d'abord écouter le Maître, mais écouter pour servir les autres. Ce texte nous montrait aussi l'importance d'une halte, d'un temps de silence dans nos vies mouvementées avec des agendas bien chargés entre les engagements professionnels, réunions de tout genre, assistance multiforme et quelques moments de loisirs. Tout cela porté dans un monde de bruit comme nous venons de le vivre avec le Fespam qui, il y a deux ans a fait périr des amoureux de la musique aux abords du stade Félix Eboué. (Je ne sais si on s'est rappelé officiellement de ces victimes comme notre mémoire nationale est non seulement courte mais sélective). Cette pause permettra de relire nos vies et surtout de vérifier toujours l'intention réelle qui anime et porte nos actions, sur la finalité de toute notre vie qui est celle de louer, servir et adorer Dieu. Pas pour autre chose. Notre vie n'est pas simplement livrée à la spontanéité de nos tempéraments, mais qu'elle est vécue comme une réponse à l'appel du Seigneur. Aujourd'hui, nous continuons à méditer avec le même évangéliste qui nous demande de contempler Jésus en prière. Pour commencer cette contemplation, deux questions peuvent nous habiter: pourquoi se met-il en prière puisqu'il est lui-même Dieu? Et que peut être le contenu de sa prière? Deux petites questions qui trouvent leurs réponses en regardant de plus près ces textes. Voir Jésus en prière, disais-je, ainsi donne envie de prier; et la demande que lui fait ce jour-là par l'un de ses disciples, beaucoup d'autres sans doute auraient aimé la lui adresser: «Apprends-nous à prier, à prier comme tu pries!» Et ce que le disciple veut apprendre de Jésus, c'est une nouvelle manière de prier qui devienne la caractéristique de sa communauté: «Apprends-nous à prier comme Jean le Baptiste l'a appris à ses disciples». La prière enseignée par Jésus deviendra donc un signe de ralliement pour tous les siens et le premier bien qu'ils auront à partager. «Quand vous priez, dites: Père!» C'est essentiel aux yeux de Jésus, et lui-même parlait à Dieu en l'appelant: «Abba», un mot intraduisible, dont le sens est à mi-chemin entre Père et Père bien-aimé. C'est donc par là qu'il faut commencer: dire «Père» à notre Créateur. Dire «Père» à celui qui est maître de l'espace et du temps et qui mène l'histoire du monde comme la destinée de tout homme. Dire «Père», en mettant dans ce nom plus de confiance, plus d'assurance, plus de tendresse qu'aucun père d'ici-bas n'a jamais pu le mériter. Dire «Père» avec la certitude d'être aimés tels que nous sommes, et tels que nous avons été. Quand on y réfléchit, il y a là une audace inouïe de notre part, et, de la part de Dieu, une offre d'amour qui nous dépasse totalement, au point que certains, hommes ou femmes, qui n'ont gardé de leur jeunesse qu'une image paternelle dévaluée, luttent parfois des années, à l'intime d'eux-mêmes, avant de pouvoir dire avec vérité, et avec bonheur, au début de leur prière: «père», «toi qui es Père à la manière de Dieu». Si Dieu est notre Père, nous formons une seule famille. Abraham, dans la première lecture nous aide à comprendre mieux ces textes de ce dimanche. Ce texte de la Genèse témoigne de la proximité étonnante entre Dieu et le patriarche Abraham que l'Ancien Testament appelle l'ami de Dieu (Isaïe, XLI 8). Ce marchandage à l'orientale entre deux partenaires ne doit pas être pris à la lettre; et pourtant ce qu'il décrit correspond à une expérience fondamentale d'Israël. En effet, malgré leurs péchés, il apparaît que Dieu fait preuve de patience envers les hommes. Israël a acquis la certitude que la menace du déluge a disparu: Dieu a donné l'assurance que le chaos primitif ne reviendrait plus sur la terre. Ici quelque chose de plus est affirmé sur le pouvoir d'intercession de certains hommes justes. Dix justes auraient suffi pour sauver Sodome malgré le péché des habitants de la ville dans leur immense majorité. On sait que la ville périt parce qu'elle ne comptait pas dix justes. La tradition juive a toujours accordé beaucoup de place à ce pouvoir d'intercession. La légende du dernier des justes raconte que le monde n'est sauvé qu'à cause de la présence cachée d'un juste. Pour finir donnons la parole à saint Jean Chrysologue: *Aujourd'hui encore, par la grâce de Dieu, il ne manque pas d'hommes justes, capables d'apaiser le Tout-Puissant, comme le fit autrefois le patriarche. Si, en effet, nous nous regardons nous-mêmes, si nous considérons notre stérile insouciance, nous reconnaissons à quel point la vertu est rare; cependant, à cause des hommes justes qui nous entourent, Dieu manifeste sa patience à notre égard (...). Oui, aujourd'hui encore, grâce à l'ineffable amour de Dieu pour les hommes, la piété n'est pas éteinte et l'on peut trouver, au cœur même des villes, beaucoup de justes cachés, capables de fléchir Dieu. Il en est d'autres dans les montagnes et dans les grottes. Par rapport à l'ensemble des hommes, ils ne sont qu'un petit nombre, mais leur vertu jette un voile sur la perversité des autres. Car immense est la bonté du Tout-Puissant et souvent, à cause de quelques justes, il accorde le salut à la multitude.* Prions et intercédons pour notre monde, notre pays pour que nous vivions à jamais en paix, unis et portés vers la réalisation du Royaume de Dieu.

Saturnin Cloud BITEMO, Sj

Archidiocèse de Brazzaville

## La paroisse Saint Jean-Baptiste a commémoré sa fête patronale

Lundi 24 juin 2013, la paroisse Saint Jean-Baptiste de Talangaï a célébré sa fête patronale. Une date qui selon l'ordo (calendrier liturgique catholique), marque la naissance de Saint Jean le Baptiste. A cette occasion, l'abbé Paul Babindamana, curé de la paroisse y a présidé une messe solennelle. Comme concélébrants, il y avait les abbés Aymar Teddy Okemba, vicaire de la paroisse, Stanislas Eboba, vicaire de la paroisse Saint Michel de Loukolela, dans le diocèse d'Owando et le père Ilitch Ewolo, prêtre dominicain en mission en R.C.A. A leurs côtés, le diacre de la paroisse, l'abbé Ulrich Klaus Nsende Missamou.



L'église Saint Jean-Baptiste.

Dans une animation liturgique de la chorale paroissiale composée des chœurs des chorales Echo du désert et le Jourdain, les chrétiens étaient venus nombreux,

vêtus de leur uniforme de mouvements d'apostolat, pour louer et glorifier le Seigneur pour toutes ses merveilles. A cet effet, l'abbé Aymar Teddy Okemba a dans son homélie,

circonscribait son exhortation en deux dimensions: la naissance de Jean-Baptiste qui est arrivé miraculeusement, alors que ses parents (Elisabeth et Zacharie) étant âgés ne pouvaient plus mettre au monde. Père, son père qui était muet a finalement donné le nom de Jean au nouveau-né, à travers un écritoire, au grand étonnement de tous. La deuxième dimension est celle de Jean le Baptiste qui avait une mission de précurseur, c'est-à-dire, de préparer la venue du fils de l'homme, Jésus-Christ.

Dans les Saintes Ecritures, il est mentionné qu'au moment

de baptiser Jésus, Jean déclara: «Je ne suis pas digne de défaire les lacets de ses sandales». C'est pour dire que la naissance de Jean-Baptiste a un intérêt particulier pour nous chrétiens aujourd'hui, a souligné l'abbé Okemba. Il faut signaler que l'anniversaire de la paroisse Saint Jean-Baptiste de Talangaï est célébré le 24 novembre, date de sa fondation par le révérend père Jean Marie Grivaz, missionnaire de la congrégation du Saint Esprit.

Pascal BIOZI KIMINOU

Archidiocèse de Brazzaville

## Publication de bans

Mgr Anatole Milandou, archevêque de Brazzaville, annonce aux communautés paroissiales et religieuses de son diocèse qu'il ordonnera diacres, le samedi 31 août 2013 à 9h, à la place mariale de la cathédrale Sacré-Cœur, les abbés: Urgel Eric Babika, Neil Davis Batchi, André Daldy Bihonda, Stein Bilou, Geonfranck Biniakounou, Marius Foundou, Armel Ganga, Eymard Loubassou Kadia, Régis Igor Loufiefie, Stanislas Clautel Mananga, Hennick Chris Mvila, Slanique Nganga, Maat Nkounkou, Fridin Sidney Poyi, Charel Tsina Mantsontso.

Pour de bonnes analyses, j'aime lire La Semaine Africaine.



# JOB DESCRIPTION

Intitulé du poste	Coordinator Acquisition and Devices	Service / Unité	High Value Segment
Lieu de travail	<Brazzaville>, <Congo>	Departement	Marketing
		Supérieur hiérarchique direct:	Marketing Manager – High Value

## 1. Mission principale

Le Coordinator Acquisition and Devices, High Value est responsable de deux objectifs commerciaux critiques au sein du Congo B:

1. Assurer l'acquisition des clients High Value et dépasser le concurrent principal (les équipes d'acquisition sur le terrain sont responsables de l'exécution du processus au niveau local, réalisation, plan d'acquisition et planification des déploiements sur site), accroître le revenu et capturer des parts de marché supplémentaires, être à un niveau +1 par rapport à la compétition. Cette fonction travaillera en étroite collaboration avec l'équipe High Value du CSD et High Value U&R Coordinator du Congo B

2. Identifier les opportunités récentes dans l'environnement (produits, téléphones, services), créer et personnaliser des produits sur le marché avec rapidité, précision et dans le respect du délai imparti pour saisir les opportunités afin d'accroître le revenu et d'acquérir de nouveaux clients sur les différents marchés. Il aura aussi pour rôle de mener la stratégie des forfaits et de l'exécution au niveau local. Il est important de souligner que cette fonction doit promouvoir tous les dispositifs cellulaires répartis par segment, en allant des Smartphones aux dispositifs de base les ULCHC

ette fonction requiert la compréhension des changements de technologie, ainsi que les différentes exigences du marché et des clients, en combinant ses 2 perspectives afin de créer de nouvelles opportunités commerciales dans la gestion efficace des distributeurs et dans les relations avec les revendeurs en parfaite compréhension du marché sur le terrain

## 1. RESPONSABILITES PRINCIPALES

Résultats attendus («QUOI») (Listez les résultats attendus qui justifient l'existence du poste)	Activités principales («COMMENT») (Quelles sont les activités permettant d'atteindre les résultats attendus?)
Assurer l'expansion croissante sur le marché et la pénétration en créant une feuille de route et une stratégie panafricaine d'acquisition des clients en ligne avec tout le business et la stratégie marketing	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exploiter les études de marché afin d'obtenir des aperçus sur les habitudes des clients ainsi que leur préférence afin de mettre en place de nouveaux programmes ou des promotions</li> <li>- Suivre les habitudes de comportement des clients afin de concevoir de nouvelles stratégies d'acquisition</li> <li>- Suivre le cycle de vie du client afin d'augmenter l'ARPU</li> </ul>
Développer des produits pour acquérir de nouveaux clients	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lancement des produits de masse pour acquérir de nouveaux clients générant du revenu; - Développer de nouveaux produits et initiatives compétitifs et savoir reporter les meilleures pratiques dans les différentes zones; - Analyser les rapports journaliers, quotidiens, mensuels et par zone au niveau de l'Opération afin de comprendre la tendance des demandes des clients et des déclinaisons</li> </ul>

## 1. RESPONSABILITES PRINCIPALES

Développer et améliorer le taux d'engagement des clients au Congo B	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place des produits et tarifs clairs, faciles à comprendre</li> <li>- Contribuer à l'amélioration de l'impact de la marque et son positionnement afin d'assurer l'engagement des clients, et une expérience uniforme dans tous les points de contact</li> </ul>
---	---

## 1. COMPETENCES ET CONNAISSANCES: (Etat des pré-requis exigés pour l'efficacité du travail)

Niveau universitaire & compétences requises	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Maîtrise en Marketing ou tout autre diplôme équivalent - MBA serait un plus</li> </ul>
Expériences requises	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 3 à 5 années d'expériences en Marketing, dans le développement des produits</li> <li>· Minimum 3 années d'expériences en Management</li> <li>· Expérience dans l'Industrie de Télécommunications ou FMCG environnement marketing</li> <li>· Capable d'opérer dans une performance requise par l'organisation</li> <li>· Affinité et connaissance technique des dernières technologies et des services utilisés dans l'industrie et les industries affiliées</li> <li>· Excellente analyse de données et compétences en Excel</li> </ul>
Autres critères requis (Attitudes, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> <li>· Motivé, flexible et décisif avec la capacité de convaincre et d'aligner des groupes avec des vues divergentes</li> <li>· Culturellement conscient et apte à travailler dans différents milieux géographiques à travers géographies multiples</li> <li>· Orienté clients</li> <li>· Orienté business</li> <li>· Fortes capacités analytiques et stratégiques</li> <li>· Excellente planification et compétences organisationnelles</li> <li>· Excellentes Compétences relationnelles</li> <li>· Axé sur les résultats avec des standards personnels de haut niveau</li> <li>· Compétences en coaching et leadership</li> <li>· Compétences en communications tant oral qu'écrit</li> <li>· Bonne présentation</li> <li>· Connaissance de l'Anglais et du Français</li> </ul>

Les candidats souhaitant postuler sont priés de nous faire parvenir une lettre de motivation ainsi que leur CV actualisé par mail à l'adresse: [recrutement@cg.airtel.com](mailto:recrutement@cg.airtel.com), au plus tard le 09 Août 2013.

Note: merci de préciser le titre du poste dans l'objet du mail

Gestion forestière

# Le P.f.d.e, un programme pour renforcer les acquis dans la protection des écosystèmes...

Depuis quelques années, le gouvernement congolais a réalisé d'énormes progrès dans la protection de ses écosystèmes et des populations qui en dépendent. Ces progrès concernent aussi, bien le cadre institutionnel, législatif, que réglementaire et social du secteur forêt et environnement. Pour renforcer ces acquis, le gouvernement et la Banque mondiale ont entrepris de cofinancer, à travers le Mefdd (Ministère de l'économie forestière et du développement durable), le P.f.d.e (Projet forêt et diversification économique), lancé, officiellement, le 28 mars 2013. Ce projet a fait l'objet d'une conférence de presse, le 18 juillet dernier, au siège de l'Unité de coordination dudit projet, pour une saine connaissance et visibilité dans l'opinion publique.

**P**our le coordonnateur de ce projet, Fidèle Nkounkou, le P.f.d.e vise, d'une part, à renforcer les capacités du Mefdd à promouvoir la mise en œuvre de la législation en matière forestière et, d'autre part, à créer un environnement favorable à la diversification économique, en organisant l'appui au secteur privé et la participation des populations locales dans la gestion durable du domaine forestier. Fidèle Nkounkou a, en outre, expliqué que le Congo s'engage, à travers le Pfdé, à appuyer les initiatives concernant notamment la gouvernance environnementale et le développement durable. Un patronage qui souhaite renforcer les capacités opérationnelles des organismes, comme le Pronar (Programme national d'afforestation et de reboisement) ou la Redd+ (Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts), et faire respecter des engagements internationaux tel que l'Apv/Flegt (Accord de partenariat volontaire/Application des réglementations forestières de

la gouvernance et des échanges commerciaux). En effet, dans un contexte planétaire marqué par de nouveaux défis, le gouvernement de la République du Congo s'insère, parfaitement, dans les orientations internationales prioritaires visant à établir un partenariat continu entre les instances nationales, les organisations multilatérales, les acteurs de la société civile et le secteur privé. Le Pfdé, dont l'année 2013 est une année d'installation et en même temps une année consacrée aux études, devrait, au cours des 5 ans prévus pour sa mise en œuvre, contribuer à renforcer la gouvernance et la gestion durable des écosystèmes forestiers du Congo, en appliquant un système participatif, notamment par le renforcement des capacités de l'administration et par l'implication des populations autochtones, afin de parvenir à une économie nationale verte, portée par les services forestiers. Le P.f.d.e vise à renforcer la capacité du bénéficiaire à promouvoir la mise en œuvre de



Fidèle Nkounkou.

la législation en matière forestière, et à créer un environnement favorable à la participation des populations locales et du secteur privé à la gestion durable de la forêt et au reboisement. Le projet comprend trois parties, à savoir: la première, le renforcement des capacités institutionnelles du Mddfe (notamment la capacité opérationnelle et de gestion); le renforcement du cadre réglementaire en matière forestière et de conservation de la nature, le renforcement de la gestion de l'environnement, la promotion du développement durable et la coordination du projet, c'est-à-dire la fourniture de matériel, de services de formation et de biens (véhicules, mobilier, petit matériel de terrain et cartes) nécessaires à la coordination du projet.; la deuxième, la création d'un environnement favorable aux activités du secteur privé et des petits propriétaires, dans le secteur forestier. On peut citer, entre autres, l'afforestation et

le reboisement, le renforcement du programme de formation des artisans menuisiers, à Pointe-Noire, et, sur la base des résultats de cette formation, étendre le programme à Brazzaville, le tout à travers la réhabilitation, l'ameublement et l'équipement de bâtiments de menuiserie et l'apport de services de conseils techniques, la mise en œuvre d'un programme de promotion des services environnementaux (comme la séquestration du carbone, Redd+ et la préservation de la biodiversité) sur le territoire du bénéficiaire. Et, la troisième, l'implication des populations locales et autochtones dans la gestion des ressources forestières. Il s'agit, ici, d'exécuter un programme visant à renforcer la participation des populations locales et autochtones et leur partage des avantages, dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre des plans de gestion des ressources forestières. Signalons que la rédaction des termes de référence pour toute activité en phase avec les missions de ce projet ne relève pas du P.f.d.e, mais des structures bénéficiaires elles-mêmes. Actuellement, le P.f.d.e mène une étude pour l'opérationnalisation du Pronar.

Viclaire MALONGA

Ministère de l'économie forestière et du développement durable

## Lancement du projet «Appui à la formation de la politique forestière nationale»

Ministère de l'économie forestière et du développement durable, en partenariat avec la FaO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), a organisé, du 16 au 17 juillet 2013, un atelier de lancement du projet TcP/PrC/3402 «Appui à la formation de la politique forestière nationale», dans la salle de conférence de la B.d.e.a.c. Placé sous l'égide de Henri Djombo, ministre de l'économie forestière et du développement durable, en présence de Dieudonné Koguiyagda, représentant de la FaO au Congo, ledit atelier a eu pour but de contribuer à la mise en œuvre du P.n.d (Plan national de développement), adopté pour la période 2012-2016, et du C.p.p. (Cadre de programmation pays).

Henri Djombo, ouvrant les travaux, a, d'abord, rappelé que le Congo s'est engagé, depuis la fin des années 1990, dans la conversation et la gestion durables de ses écosystèmes forestiers, sous l'impulsion du président de la République. «A ce jour, les progrès réalisés sont importants. La loi n°16-2000 du 20 novembre 2000 portant code forestier qui définit les principes de gestion, de conversation et d'utilisation durable des écosystèmes forestiers constitue le socle juridique à disposer de plans d'aménagement, dont 2,5 millions d'hectares de forêts de production certifiées. Un accord de partenariat volontaire Flegt conclu avec l'U.e sur la



Henri Djombo.

transparence et le commerce légal des bois a été signé, une stratégie Redd+ est en cours d'élaboration, environ 13% du territoire national ont été classés en aires protégées, le Programme national d'afforestation et de reboisement a été lancé le 6 novembre 2011, par le président de la République, en vue de mettre en place, un million de plantations forestières sur l'ensemble du pays à l'horizon 2020», a-t-il affirmé, avant de souligner que quatre produits sont attendus du projet «Appui à la formation de la politique forestière nationale», à savoir: l'initiation du processus de formulation de la politique forestière, la réalisation d'un diagnostic du secteur forestier, la définition des objectifs et des choix stratégiques et la préparation du document d'orientation de la politique forestière.

Pour Dieudonné Koguiyagda, «le Congo ne dispose pas encore d'un cadre de politique forestière, qui fixe, clairement, les choix stratégiques, arrête les grands objectifs à atteindre et tienne compte du contexte sous régional. Le lancement du projet voudrait justement combler ce vide. Ainsi, la mise en œuvre de ce projet par la direction générale de l'économie forestière, selon une approche participative, offre l'opportunité d'une contribution élargie aux différents intervenants avec une participation technique active de la FaO.» Dans cette même optique, il a précisé que l'élaboration de la politique forestière s'inscrit, également, dans la mise en œuvre du cadre stratégique de la FaO, notamment la stratégie de la FaO pour les forêts et la foresterie adoptée en 2010.

Signalons que les séminaristes ont, au cours de cet atelier, suivi des thèmes développés par des experts, lesquels les ont permis d'avoir une connaissance du projet.

Aybienevie N'KOUKA-KOUDISSA

Programme national d'afforestation et de reboisement

## Les petits promoteurs forestiers formés aux techniques de montage et d'élaboration des projets

Le Pro.n.a.r (Programme national d'afforestation et de reboisement), relevant du Ministère de l'économie forestière et du développement durable, a organisé, du 16 au 17 juillet 2013, à l'hôtel de la préfecture de Brazzaville, un atelier de formation sur le thème: «Techniques de montage et d'élaboration des projets», au bénéfice des acteurs locaux et des petits promoteurs des plantations forestières du Congo.

**O**uvert par le ministre de l'économie forestière et du développement durable, Henri Djombo, en présence de: Dr Rosalie Matondo, coordonnatrice du Pronar, Auguste Batangoua, directeur général des P.m.e au ministère des petites, moyennes entreprises et de l'artisanat, Jean Pinda-Niangoula, directeur général de la promotion du secteur privé, au ministère du développement industriel et de la promotion du secteur privé, et Clément Beaud, chargé d'études à la B.d.e.a.c (Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale), cet atelier a eu pour objectif d'améliorer les performances, les capacités humaines et managériales des partenaires locaux, dans la mise en œuvre des projets financés et soutenus dans l'exécution du Pronar. Pour Henri Djombo, «les plantations à créer serviront à la production du bois énergie, du bois de service, du bois d'industrie, du bois d'œuvre, à diversifier l'industrie nationale et à assurer un approvisionnement à long terme aux usines, notamment celles de la pâte à papier, des biocarbu-

rants et des panneaux divers. Ce projet contribuera à la diversification économique, assurera des emplois décents et des revenus durables pour les populations.» Quatre-vingt participants, venus de tous les départements du pays, ont pris part à cet atelier organisé dans le but de corriger les faiblesses des porteurs des projets, dans le domaine de l'afforestation et du reboisement, en vue de renforcer les capacités et de garantir un bon accompagnement des promoteurs locaux, dans la conduite de leurs projets et de faciliter l'obtention des financements, pour la mise en place des pépinières et des plantations forestières. Selon l'analyse des différents dossiers de projets, la formulation de la quasi-totalité des dossiers n'obéissait pas à la structure d'un projet bancaire: montants exorbitants et mauvaise définition des objectifs. De plus, les rédacteurs de projets considéraient le Pronar comme une institution financière devant accorder des prêts et des subventions. Au regard de ces énormes difficultés rencontrées par les promoteurs dans la mise en place



Dr Rosalie Matondo, Henri Djombo et Clément Beaud.

de leurs activités, le Pronar a tenu à les accompagner pendant la phase de création, de démarrage et de mise en œuvre de leurs projets. En jouant son rôle d'interface et de facilitateur entre les promoteurs en quête de financement et les bailleurs de fonds, tout comme les organismes de financement intéressés par la gestion forestière. Au cours des travaux, les participants ont suivi neuf sous-thèmes. A la lumière des différentes présentations faites et des débats qui en ont découlé, une série de recommandations a été faite à l'endroit aussi bien du gouvernement que du Pronar. On peut citer, entre autres: à l'endroit du gouvernement, élargir les missions des fonds publics, en l'occurrence: le fonds de soutien à l'agriculture, le fonds forestier, au financement des activités d'afforestation et de reboisement portées par les promoteurs lo-

caux, et augmenter les allocations budgétaires à la coordination du Pronar, afin qu'il renforce ses missions d'appui aux promoteurs locaux. Au Pronar, initier un cadre de concertation entre les agences d'appui, les programmes et les bailleurs de fonds (Banques locales, établissements de micro finance), en vue d'échanger sur les possibilités d'accompagnement (financement) de microprojets soumis par les promoteurs locaux des plantations et pépinières. Au terme des travaux, les participants ont pris des résolutions parmi lesquelles, celle portant création d'un réseau des acteurs locaux. Les travaux de l'atelier ont été clos par Michel Elenga, directeur de cabinet du ministre de l'économie forestière et du développement durable.

Philippe BANZ

Azur développement

## Les professionnels des médias informés de la plateforme de suivi des violences domestiques

Mardi 16 juillet 2013, sous la houlette de sa directrice exécutive, Sylvie Niombo, l'Ong Azur Développement a présenté aux professionnels congolais des médias la plateforme de suivi des violences domestiques, sur son site Internet, au cours d'une réunion qui a eu lieu au cyber café, dans l'enceinte de l'Eglise évangélique de Mayangui, au Plateau des 15 ans, dans le 4<sup>ème</sup> arrondissement de Brazzaville, Moundali.

Une dizaine de professionnels des médias publics et privés, environ, ont assisté à cette rencontre de présentation de la plateforme de suivi des violences domestiques. Dans le but d'échanger avec ces professionnels sur l'utilisation de cette plateforme, aux fins de rédiger des articles et d'enregistrer des émissions sur lesdites violences sexuelles et domestiques en République du Congo. La finalité étant de montrer que ce fléau prend considérablement de l'ampleur au Congo et, de redonner espoir aux femmes violentées, en leur expliquant les procédures à suivre, pour ester les auteurs des crimes en justice.

Après trois heures de débats, les membres de l'Ong et les professionnels ont été satisfaits de la qualité des échanges. Au-delà de l'information sur la plateforme, les journalistes ont formulé quelques suggestions. Parmi celles-ci, l'élaboration, si possible, d'un bulletin hebdomadaire ou mensuel par l'association, l'organisation régulière des conférences de presse, pour assurer un large écho des différentes violences faites aux femmes et faire parvenir, de temps à autre, des informations aux journalistes, en cas de violence domestique enregistrée.

Signalons que la plateforme est créée dans le cadre du projet «Tenir les gouvernements responsables de lutter contre la violence basée sur le genre en République du Congo», qui s'appuie sur les travaux antérieurs du Parf d'ApC (Programme d'appui aux réseaux de femmes de l'association pour le progrès des communautaires), sur la violence faite aux femmes et aux filles et les T.i.c. Ce projet vise à renforcer la documentation, le reporting et le suivi des cas de violence domestique et sexuelle (en particulier les cas de viol) et les réponses des organismes d'application de la loi en République Démocratique du Congo et en République du Congo. Dans celle-ci, le projet se focalise sur la violence domestique dans les localités de Pointe-Noire et de Nkayi.

Esperancia MBOSSA-OKANDZE

# 95 ans

**Il est une chance de pouvoir profiter de cette légende vivante, pour rappeler à tous, les fondamentaux de ce qui devra servir de socle à tout un chacun dans son engagement social. Comment faire pour intégrer la dimension des concepts aussi puissants que: Vision partagée, Culture de la communauté, Panafricanisme, Plénitude intérieure, afin de pouvoir construire cette notion de valeurs prônées par Nelson Mandela, à travers sa lutte, sa vie, ses engagements et ses choix?**

La réponse à cette question a eu lieu durant la cérémonie de projection d'un film suivi de témoignages, le 17 juillet dernier, dans la salle de l'auditorium du Ministère des Affaires Etrangères, en présence de Messieurs GENGÉ Manelisi et OLLANDET Jérôme, respectivement Ambassadeur de la République d'Afrique du Sud en République du Congo et Ambassadeur itinérant près le Ministère des Affaires Etrangères en République du Congo. Qui est, véritablement, Nelson Rolihlahla MANDELA, dont le nom du clan tribal est «Madiba»?

Né le 18 juillet 1918, à Mvezo (région de Transkei; Afrique du sud), Homme politique Africain de référence qui, pendant 67 ans, a mis sa vie au service de l'humanité, en tant qu'avocat spécialiste des droits de l'homme, prisonnier de conscience, architecte international de la paix et premier président démocratiquement élu à la suite des premières élections nationales non raciales de l'histoire d'Afrique du Sud, Prix Nobel de la paix, en décembre 1993, à Oslo, conjointement avec le président Sud-Africain F.W De Klerk.

Comment devint-on un des hommes les plus écoutés de la planète? D'où lui vient cette noblesse que rien ne semble pouvoir l'affaiblir? La non-violence est-elle l'arme absolue

pour lutter contre l'injustice? Le pardon vient-il d'un plaidoyer? Autant de questions ambitieuses auxquelles les orateurs du jour, Messieurs GENGÉ Manelisi et Jérôme OLLANDET ont, librement, apporté des éclaircissements en la matière.

Pour GENGÉ Manelisi, «*Les principes et valeurs diffusés par la lutte de Nelson Mandela représentent celles dont nous avons, aujourd'hui, plus que jamais besoin. Et il nous appartient de veiller tous ensemble à ce que l'Afrique reste une société dont nous soyons fiers: pas cette Afrique des frontières, ni de l'exclusion sociale, ni de la discrimination à l'endroit des minorités et des femmes, pas de cette Afrique ou les retraites et les acquis sociaux et de santé ne sont pas respectés.*» A-t-il dit en substance.

Cependant, pour OLLANDET Jérôme «*La lutte incarnée par Nelson Madiba, a été une lutte panafricaine, portée par l'ensemble de tous les citoyens africains épris de liberté, de responsabilité de la personne humaine* ». En somme, il définit cette lutte comme une raison d'indignation face aux pires attitudes que sont l'indifférence et l'hypocrisie.

En sa qualité de Directeur Général de la société MTN Congo, filiale du géant sud-africain du même nom, présent dans 22 Etats, à travers l'Afrique et le Moyen Orient, Monsieur Freddy TCHALA a démontré en quoi l'Afrique d'aujourd'hui avait de



MTN a rendu hommage à Nelson Mandela



De g. à dr.: Freddy Tchala, Genge Manelesi et Jérôme Ollandet

quoi espérer et de se prévaloir d'être la résultante de l'émanation de cette vision africaine chère à Nelson MANDELA, car à travers l'éducation, le savoir, comme sources d'émancipation, l'Afrique est sur la voie du développement.

En somme, l'ensemble du personnel de MTN Congo, durant trois (03) heures ont eu droit à un partage riche en histoire et émotion, comme une rétrospection de ce qu'est l'origine du Groupe MTN, une entreprise riche de sa diversité culturelle, de son espoir, de sa mutualisation. Nous pouvons simplement noter comme une fierté d'être un acteur de la pensée productiviste, éthique et d'équilibre durable

porté par la vision globale de Nelson MANDELA.

Comment conclure cet hommage? En nous rappelant qu'à l'occasion de ce 95<sup>e</sup> anniversaire, nous disons que nous, Africains, Congolais, notre dignité passe par le sacrifice des hommes comme Nelson Mandela et qu'il nous revient, cependant, d'être vigilant, alerte pour le siècle avenir...

Merci, Nelson MANDELA, nous disons toute notre affection à ton égard.

**MTN Everywhere you go**

# La constitution congolaise de 2002 est-elle caduque ou néanmoins désuète? Faudrait-il la changer ou la réviser?

Les avis sont partagés, c'est de bonne guerre. A l'évidence, il serait impensable de ne pas en parler, tant les opinions divergent et s'affutent à l'approche de 2016. La première thèse consisterait à jeter une levée de bois vert à cette constitution de 2002 qui prescrit un régime présidentiel avec la toute puissance du Président de la République. La deuxième celle de la révision consisterait à modifier certains articles (57 et 185) qui ouvriraient la voie à tous les dangers. Distinguons changement et révision. Parlons peu parlons bien.

La critique est aisée, mais l'art est difficile et enfin la technique a ses caprices.

Même quand on a raison, on a besoin de la dialectique pour défendre son point de vue, et il faut connaître les stratagèmes pour y faire face. Les esprits réfractaires au changement de la constitution paraissent les plus bénéficiaires, car les grands artisans ne portent pas toujours les plus belles créations de leurs esprits. A mon avis, il faut attaquer le mal par la racine. A commencer par une rénovation de la classe politique qui serait en mesure de porter un programme novateur à la hauteur de la vision de Denis Sassou Nguesso, «Le Chemin d'avenir». Ce pilier offre à l'actuel chef de l'Etat toute la crédibilité de son action. Le reste serait un saut dans l'inconnu...

Les chances de la réalisation de son projet bien connu des Congolais, sont intactes jusqu'en 2025, l'année butoir pour faire du Congo, un pays émergent.

Selon la «Lettre du Continent» n°661 du 19 juin 2013, Maître Martin Mbéri, ancien ministre de l'intérieur de l'ancien président Pascal Lissouba (1992-1997), puis ministre de la construction en 1997 sous le président Denis Sassou Nguesso, est sorti de son silence, en faisant observer «qu'il n'admettrait pas un troisième mandat à son ancien chef».

En effet, dans un long texte intitulé: «Contre la thèse du troisième mandat» paru dans la revue «Nouvelle perspective à Brazzaville», cet avocat met en garde les dirigeants du P.C.T, parti au pouvoir, qui poussent à la révision de la constitution, pour permettre au président Sassou Nguesso, de se présenter au scrutin de 2016.

Martin Mbéri refuse de voir son pays «s'enfoncer dans la voie incertaine d'une révision constitutionnelle mal connue». Citant l'exemple du Ghana et du Sénégal, il exige que le Congo-Brazzaville, vive «en harmonie avec un environnement international de plus en plus friand d'une certaine éthique démocratique». Membre fondateur de l'U.pa.d.s (Union panafricaine pour la démocratie sociale), Martin Mbéri a quitté cette formation en 2000, pour créer son propre parti, les F.d.r (Forces de rassemblement).

Bien que friand d'une certaine éthique démocratique, l'environnement international devrait savoir que le Congo est un pays indépendant qui n'est plus sous le joug colonial. Le peuple congolais, s'il le désire, peut s'exprimer à travers ses représentants à l'assemblée nationale, au cours d'un référendum, pour changer sa constitution. Ce ne sera pas le premier pays à le faire. En effet, l'architecture de celle de

2002 répond aux exigences de l'époque, au lendemain de la période post-conflit.

N'ayons pas la mémoire courte

Tirant les leçons du passé oiseux de celui de l'avant Conférence nationale souveraine, les législateurs du 15 mars 1992 avaient privilégié la notion d'équilibre des pouvoirs qui était à la fois juridique et politique. Un régime semi-parlementaire en ce sens qui s'articulait autour de la responsabilité politique d'un premier ministre, chef du gouvernement, issu de la majorité présidentielle à l'assemblée nationale, susceptible d'encourir la censure du parlement. Mais, le fâcheux précédent créé par le régime du président Pascal Lissouba en novembre 1992, en refusant de nommer un premier ministre issu de la majorité parlementaire, et qui avait abouti au désastre que l'on sait, a de toute évidence hanté les législateurs de 2002. Ils avaient alors opté pour un régime présidentiel, caractérisé par un exécutif monocéphale, en y ajoutant une séparation rigide des pouvoirs et une indépendance réciproque entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. Le président de la République ne peut pas dissoudre l'assemblée nationale et celle-ci ne peut pas censurer le gouvernement. Cela veut dire que le président de la République n'est pas responsable devant le parlement. C'est le cas au Bénin, aux Etats-Unis et au Nigeria. Le régime voulait rassurer tout le monde que dans le cas d'espèce, il n'y aurait pas de crise pendant la durée du mandat de chacune de ces institutions.

Mais voilà patatras, au-delà des guerres fratricides, il fallait tirer les leçons du passé. Et la nouvelle constitution de 2002 devrait répondre à un besoin de société. C'est cet impératif qui a guidé le choix de la commission constitutionnelle instituée le 18 novembre 1998, quand on sait que l'unité nationale était fragilisée et qu'il fallait colmater les brèches, pour éviter les dérives du passé.

Selon cette commission, le changement de la constitution du 15 mars 1992 était la suite logique juridiquement obligatoire de la guerre du 5 juin 1997. Il fallait créer un ordre politique nouveau, en mettant en place des institutions constitutionnelles garantissant les droits et devoirs des citoyens, les libertés publiques, la paix et la démocratie.

La paix étant rétablie, la loi fondamentale peut être changée et non modifiée, car l'histoire n'évolue pas mécaniquement, mais elle obéit à des lois dialectiques. La loi en général, nous enseigne Montesquieu dans son ouvrage intitulé, «L'esprit des lois», est la raison humaine, en tant qu'elle gouverne tous les peuples de la terre. Et les lois politiques et civiles de chaque nation ne doivent être que des cas particuliers où s'applique cette



Par Jean-Louis Kombo.

raison humaine. Manifestement, changer la constitution de 2002 n'est pas une gageure ni un putsch. Cela répondrait à un besoin de société. Une adaptation à une conjoncture républicaine et, qui sait, démocratique.

Denis Sassou Nguesso sait rendre hommage au mérite de ses détracteurs ou ses ennemis. Il sait aussi rendre hommage aux siens et il s'est habitué à ne pas voir d'un œil jaloux, la supériorité de ses amis, afin de le devenir plus volontiers et plus assidument envers ceux qu'on aime. En un mot, les ennemis sont un exécutoire pour le mal et un modèle pour le bien. Les craintes que fait naître en nous le refus de la politique, ressemblent à des récriminations d'enfants gâtés ou ne se laissent aller que les impertinents et les heureux du monde. Pour Denis Sassou Nguesso, il est souhaitable de préférer les injonctions de ses ennemis aux éloges prudents et surcrés de ceux qui nous sont chers, car la parole nous expose, comme nous l'apprend Platon, aux lourds châtements que peuvent infliger Dieu et les humains.

Une idée au président

Denis Sassou Nguesso

La philosophie nous enseigne que le silence, lui, n'a jamais de compte à rendre. Outre qu'il ne cause pas d'altération, il donne à l'homme conspué un trait de noblesse, une marque socratique ou plus exactement, une qualité herculéenne, s'il est vrai que ce héros ne s'inquiétait pas plus des calomnies, des médisances que d'une mouche vrombissante. Rien n'est plus noble, assurément n'est plus beau, que ce calme maintient devant les insultes de l'ennemi ou des détracteurs. On subit maints quolibets en passant, tel un marin au large des brisants, mais l'exercice qu'on y déploie est d'un plus grand mérite.

Une fois accoutumés à supporter en silence (stoïcisme oblige) les quolibets hostiles, l'on souffrira plus aisément comme les emportements d'une femme qui vous invective.

Vous entendrez sans émotion les paroles offensantes d'un ami ou d'un frère, et quand un papa ou une maman vous donne des coups ou vous lance quelque objet à la figure, vous n'accepterez l'offense, sans colère et sans ressentiment. Que ceux qui veulent réveiller les vieux démons ou les vieux poncifs, sachent que le Congo est un et indivisible, il poursuit son bonhomme de chemin pour son développement dans le cadre de l'urbanisation rapide afin qu'il devienne un pays émergent d'ici à 2025.

A l'évidence, toute chose, tout phénomène a ses contradictions spécifiques dont chacun doit être résolu par une méthode différente après analyse de la situation concrète.

Dans une série, il y a toujours une contradiction principale et des contradictions secondaires. Dans chaque contradiction, il y a un aspect principal. En vertu de la loi, de l'unité des contraires, chaque contradiction et chacun de ses aspects peut se transformer en son contraire.

Rien n'existant dans le monde de qui se développe d'une manière régulière, l'aspect principal comme la contradiction principale peut devenir secondaire et inversement.

C'est autant dire que les articles 57 de la constitution limitant le mandat et 185 alinéas 3 suffisent à expliquer ou accepter l'abrogation de la constitution de 2002 qui est tombée en désuétude dans le temps et dans l'espace, elle est même anachronique. La paix est là consolidée par Denis Sassou Nguesso, et le tableau de chasse du Congo ne souffre d'aucune entorse dans ce domaine; et l'heure est au développement. Nous n'en voulons pour preuve les différents chantiers qui poussent comme des champignons, héritage non négligeable de la postérité d'ici 2025. Ainsi va le Congo pour son développement et son épanouissement. Bref, pour juguler certaines incompréhensions, il est de bon aloi d'organiser un référendum afin de réduire le mandat de 7 ans à 5 ans ou 6 ans et qu'il soit renouvelable. L'on dit qu'aux âmes bien nées, la valeur n'attend point le nombre d'années, mais l'on peut aussi dire sans risque de se tromper que le Destin de l'homme va au-delà de son âge. Aux Congolais eux-mêmes de définir la nouvelle configuration de leur constitution; car ils sont maîtres de leur destin.

Jean Louis KOMBO  
Journaliste Philosophe

## OFFRE D'EMPLOI

AMBASSADE DES ETATS-UNIS, BRAZZAVILLE  
NUMERO D'ANNONCE: 011/2013

OFFRE D'EMPLOI pour le poste de Spécialiste en Surveillance Détection  
Grade du Poste: FSN-04 (Grille salariale des agents de sécurité de l'Ambassade des Etats-Unis)  
DATE D'OUVERTURE: lundi 15 Juillet 2013;  
DATE DE CLOTURE: lundi 29 Juillet 2013  
Nature du contrat: Contrat à Durée indéterminée (CDI), après la période probatoire (période d'essai)

L'Ambassade des États Unis à Brazzaville recherche un individu ayant un diplôme de fin d'études secondaires (Baccalauréat), une bonne maîtrise de la conduite automobile et motocycliste, un niveau acceptable de la langue anglaise ainsi que les compétences professionnelles requises pour travailler dans le département de la sécurité. L'intéressé (e) aura entre autres tâches: d'assurer la surveillance selon les procédures de la Surveillance Détection, aux fins de déceler et de rapporter toute présence hostile, toute intention malicieuse ou toute menace dirigée contre les intérêts du gouvernement américain, contre les propriétés et le personnel du

gouvernement américain. L'intéressé (e) exécutera également d'autres tâches sur instructions de son superviseur.

Pour de plus amples informations concernant cette offre d'emploi, prière de contacter le bureau des Ressources Humaines aux numéros suivants: 06-612-2000/06-612-2073/06-612-2133

Par courrier électronique (E-mail) à l'adresse suivante:

[BrazzavilleHR@state.gov](mailto:BrazzavilleHR@state.gov)  
Veuillez adresser vos candidatures en Anglais uniquement.

**N.B: LES DOSSIERS DEVRONT ETRE COMPLETS, LES DOSSIERS INCOMPLETS NE SERONT PAS ACCEPTES ET SERONT DONC REJETES.**

## OFFRE D'EMPLOI

AMBASSADE DES ETATS-UNIS, BRAZZAVILLE  
NUMERO D'ANNONCE: 010/2013

OFFRE D'EMPLOI pour le poste d'Assistant en Informatique  
Grade du Poste: FSN-07 (Grille salariale des employés Locaux)  
DATE D'OUVERTURE: 12 Juillet 2013  
DATE DE CLOTURE: 26 Juillet 2013

L'Ambassade des États Unis à Brazzaville recherche un individu ayant un diplôme universitaire en Informatique, une bonne maîtrise de la langue anglaise ainsi que les compétences professionnelles requises pour travailler dans le département Informatique.

L'intéressé(e) sera responsable de la maintenance des serveurs, postes de travail, imprimantes, scanners, ordinateurs, matériel de diagnostic, logiciels et autres périphériques. Il/Elle s'occupera de la gestion du réseau Local. Expert technique, il/elle apportera son soutien et son assistance au Personnel dans tous les domaines de l'informatique (la programmation des bases de données, le traitement de texte, tableur...).

\*\*\*Les compétences et connaissances pratiques en anglais et en informatique se-

ront testées. Pour de plus amples informations, concernant cette offre d'emploi, prière de visiter notre site Internet: <http://brazzaville.usembassy.gov/job-opportunities.html>.

Ou de contacter le Bureau des Ressources Humaines aux numéros suivants: 06-612-2000/06-612-2073/06-612-2133 ou par courrier électronique (E-mail)

à l'adresse suivante:  
[BrazzavilleHR@state.gov](mailto:BrazzavilleHR@state.gov)

Veuillez adresser vos candidatures en Anglais uniquement.  
AU: Management Officer  
U.S Embassy – Brazzaville,  
Boulevard Denis Sassou N'Guesso N°70-83 Section D (Face Maternité Blanche Gomez) Bacongo, Centre-Ville. Brazzaville, Republic of Congo

Merci pour votre intérêt et Bonne chance!

## LA SEMAINE AFRICAINE

Bd. Lyautey (en face du CHU)  
B.P. 2080 - BRAZZAVILLE  
Direction - Tel: (242) 06.668.24.72 / 06.678.76.94

Journal édité par la Commission Episcopale des Moyens de Communication Sociale.

Président:

Mgr Miguel Angel Olaverri,  
Evêque de Pointe-Noire

Directeur de Publication:  
Joachim MBANZA

Secrétaire de rédaction  
Véran Carrhol YANGA  
Tel: (242) 06.668.24.72  
Saisie&Montage (PAO):  
Atelier

La Semaine Africaine  
Service Commercial:  
Brazzaville:  
Tél. 06.889.98.99/05.528.03.94  
Pointe-Noire:  
Tél:05.557.78.71/06.655.8003

## Imprimerie Saint-Paul

Pour tous les travaux d'impression en noir et blanc et en couleur. Une remise est accordée aux clients fidèles.

L'imprimerie Saint-Paul est située non loin de la Cathédrale Sacré-Cœur de Brazzaville.

Pour de plus amples renseignements:  
Tel: (242) 560.39.11 ou 666.43.09/(242) 525.35.17  
L'ISP: 79 ans de savoir-faire à vous plaire

OFFICE NOTARIAL DE MAITRE Jean-Baptiste BOUBOUTOU-BEMBA  
Boulevard Denis SASSOU NGUESSO Centre-ville  
B.P: 13 865 - Tél.: 06.665.65.90 - 05.558.52.96 - 04.450.47.96  
E-mail: etudebouboutou@yahoo.fr - République du Congo.

## YONNEL SERVICES «Y.S»

Société A Responsabilité Limitée Unipersonnelle  
Capital social: 1.000.000 francs CFA  
Siège social: Brazzaville, 09, rue Matadi, Mfilou  
RCCM: 13 B 4463 - République du Congo

### INSERTION LEGALE

Suivant Acte authentique en date à Brazzaville du douze juillet deux mil treize, reçu par Maître Aubierge Prisca MOUANDZA BOUFOUENI, Notaire exerçant en l'Etude de Maître Jean-Baptiste BOUBOUTOU BEMBA, Notaire, titulaire d'un office notarial à la résidence de Brazzaville, Boulevard Denis SASSOU NGUESSO, Centre-ville, il a été constitué une Société ayant les caractéristiques suivantes:

**Forme:** Société A Responsabilité Limitée Unipersonnelle régie par l'acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du Groupement d'intérêt économique et les statuts;

**Objet Social:** La Société a pour objet, en République du Congo et à l'étranger:

- Import-export;
- Commerce général;
- Vente de matériel et fournitures de bureau;
- Ameublement.

Et, généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes susceptibles d'en faciliter l'application, le développement ou de le rendre rémunérateur.

**Dénomination Sociale:** La société prend la dénomination suivante: YONNEL SERVI-

CES, en sigle «Y.S.»;

**Siège Social:** Le siège social est fixé à Brazzaville, 09, rue Matadi, Arrondissement 7 Mfilou (République du Congo);

**Durée:** La durée de la Société est fixée à 99 années entières et consécutives qui commenceront à courir à compter de son immatriculation au Registre de Commerce et du Crédit Mobilier, sauf dissolution anticipée ou prorogation;

**Capital Social:** Un million de francs CFA, divisé en cent (100) parts sociales souscrites totalement et libérées intégralement;

**Administration de la Société:** La Société est gérée et administrée par Monsieur NOMBO Mignon Christ Bienvenu, demeurant à Brazzaville, 719, rue Moulenda, Plateau des 15 ans, Arrondissement 4 Moundali;

**Dépôt légal:** Les actes constitutifs de la société ont été déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de Brazzaville, le 16 juillet 2013, sous le numéro 13 DA 807;

**Immatriculation:** La Société dénommée YONNEL SERVICES est immatriculée au Registre de Commerce et du Crédit Mobilier, sous le numéro RCCMCG/BZV/13 B 4463.

*Pour avis*  
Maître Aubierge Prisca MOUANDZA BOUFOUENI Notaire

Maître Sandra Célia M'BATCHI DHELLO BOUBAG, Notaire à Pointe-Noire, en son Etude sise 357, Avenue Boulevard Charles De Gaulle (au-dessus de Super Sonic, face PARK N SHOP), Boîte Postale: 4003, Téléphone: (242) 05.523.85.38; 06.631.74.01

### INSERTION LEGALE

Le Notaire ci-dessus nommé a, suivant acte authentique reçu le dix-huit septembre deux mille douze, enregistré folio 172/19, n°7112, procédé à la création de la société présentant les caractéristiques suivantes:

**Forme:** Société A Responsabilité Limitée à caractère Pluripersonnel;

**Dénomination:** «LA GENERALE DES SERVICES MARITIMES», en sigle «G.S.M.»;

**Objet:** La société a pour objet, directement ou indirectement, en République du Congo et dans tous pays:

- Transit et acconage;
- Et, plus généralement, toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières ou immobilières se rattachant, directement ou indirectement, à l'objet ci-dessus, et susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement, le tout pour son propre compte ou pour le

compte des tiers;  
**Capital:** FRANCS CFA UN MILLION (1.000.000);

**Siège:** 15, rue Pandzou, Centre-ville, Pointe-Noire, CONGO;

**Gérance:** La société sera gérée et administrée par Monsieur Jean Toussaint LOEMBA, de nationalité Congolaise, né à Pointe-Noire, le vingt et un août mil neuf cent cinquante, titulaire du Passeport délivré à Brazzaville, le trente mars deux mille neuf, sous le numéro A0289267;

La gérante est nommée pour une durée indéterminée.

**R.C.C.M:** la société est immatriculée au Registre de Commerce et du Crédit Mobilier tenu par le Greffe du Tribunal de Commerce de Pointe-Noire, sous le numéro CG/PNR/12 B 490.

*Pour avis,*

Le Notaire

**TOTAL E&P CONGO**

## Annonce Total E&P Congo

**Concours d'entrée 2013 dans les classes renforcées au Lycée Victor Augagneur:**

Les élèves ayant déposé leur dossier de candidature au concours d'entrée dans les classes renforcées et ne sachant pas s'ils ont été retenus doivent se rapprocher:

- Du lycée Victor Augagneur à Pointe-Noire;
- ou des Directions Départementales de l'Enseignement Primaire, Secondaire et de l'Alphabétisation.

Pour les élèves dont les dossiers ont été retenus, une réunion d'information obligatoire se déroulera au lycée Victor Augagneur, le samedi 08 Août 2013, à 10h.

Les modalités, les horaires et le déroulement du concours

leur seront précisés.

Le concours se déroulera du Mardi 12 au Mercredi 13 Août 2013, au Lycée Victor Augagneur, suivant le planning ci-après:

- **Mardi 12 Août 2013**
- 09h – 11h30: mathématiques.
- 14h – 16h30: français.
- **Mercredi 13 Août 2013**
- 09h – 11h30: physique chimie.
- 14h – 16h30 : SVT.

**Attention:** les élèves doivent absolument se présenter au concours avec une pièce d'identité.



MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION  
DIRECTION GENERALE DE LA SANTE  
HOPITAL GENERAL ADOLPHE SICE  
CELLULE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS  
DIRECTION GENERALE  
N° 06, Avenue Fayette TCHITEMBO  
Centre Ville - Pointe-Noire  
Tél: (242)94 06 17 - E-mail: direction.asice@yahoo.fr

REPUBLIQUE DU CONGO  
Unité - Travail - Progrès

Avis public d'appel d'offres

### APPEL D'OFFRES

L'Hôpital Général Adolphe SICE a obtenu, dans le cadre de l'allocation du budget Investissement Etat exercice 2013 des fonds, afin de financer son investissement au titre des marchés ci-dessous:

- Construction de la cuisine industrielle à l'hôpital général Adolphe Sice (Appel d'offre n° A001/HGAS/2013).
- Fourniture des équipements de la cuisine industrielle et matériel de distribution du repas aux malades (Appel d'offres n° A001/F/HGAS/2013)

L'Hôpital Général Adolphe SICE sollicite des offres sous pli fermé de la part des candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour exécuter les dits travaux et fournir les équipements adéquats.

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la Cellule de gestion des marchés publics de l'Hôpital Général Adolphe

SICE, à la Direction Générale et prendre connaissance des documents des deux Appels d'offres, du lundi au samedi, de 08 heures à 14 heures, heure locale.

Les candidats intéressés peuvent obtenir le dossier d'Appels d'offre auprès de la cellule de gestion des marchés publics, contre un paiement en espèces non remboursable de Cent cinquante mille (150 000) francs CFA. Les offres devront être déposées également auprès de celle-ci, au plus tard, le 08 août 2013, à 12 heures 30 minutes, heure locale.

Les offres doivent comprendre une garantie d'offre (garantie bancaire ou chèque certifié) représentant 1% du montant global du marché.

Pour l'hôpital général Adolphe SICE  
*La Directrice Générale*

Sidonie KINZONZI

Administratrice de santé



Ministère de la culture et des arts

## Un samedi 20 juillet chargé pour Jean-Claude Gakosso

La journée du samedi 20 juillet 2013 n'a pas été de tout repos pour le ministre de la culture et des arts, Jean-Claude Gakosso. Qui a reçu, tour à tour, à son cabinet de travail, la ministre camerounaise des arts et de la culture, Mme Ama Tutu Muna, Miss Fespam 2013, la Rwandaise Aurore Kayibanda Umutesi, et ses deux dauphines, le groupe égyptien Malawi, et la styliste, modéliste, peintre, créatrice de bijoux, parfumeuse congolaise basée à Paris, Motse Akanati. Tous ont pris part à la 9<sup>ème</sup> édition du Fespam, qui a eu lieu, du 13 au 19 juillet 2013, à Brazzaville.

**A** sa sortie d'audience, Mme Ama Tutu Muna a dévoilé la quintessence de son entretien avec Jean-Claude Gakosso: «J'ai été invitée au Fespam pour accompagner les artistes du Cameroun. Le Chef de l'Etat du Cameroun a bien voulu m'envoyer ici, pour que je puisse prendre part à la 9<sup>ème</sup> édition du Fespam. A cet effet, j'ai saisi cette occasion pour remercier le gouvernement de l'accueil très chaleureux et toute l'attention que nous avons eue. Avec mon homologue Jean-Claude Gakosso, nous avons parlé, surtout, de la coopération entre nos deux pays, qui sont des pays amis et frères. Nous avons aussi essayé de concrétiser un certain nombre de projets, dans le sens des échanges entre deux cultures, dans le domaine de la musique et de la danse. Nous avons échangé, également, nos expériences, et vu dans quelle mesure, nous pouvons approfondir un peu plus la coopération. Hormis cela, nous avons parlé de la réouverture prochaine de notre musée national et j'ai sollicité Monsieur le ministre de bien vouloir honorer de sa présence cette réouverture, qui est éminente».

A la Miss Fespam 2013 et ses

deux dauphines, Jean-Claude Gakosso a adressé un message de réconfort, d'encouragement et de félicitation. Il leur a prodigué des conseils, afin de bien se comporter et d'éviter, désormais, de vivre comme des simples citoyennes d'Afrique. «Portez, avec fierté et orgueil, la couronne de la beauté africaine et les couleurs de l'Afrique. Ce festival vise à préserver nos identités culturelles», leur a-t-il dit. Le ministre a fait savoir à la Reine de la beauté africaine qu'elle effectuera un voyage en Egypte où elle visitera les célèbres pyramides, la grande bibliothèque d'Alexandrie et fera une excursion sur le mythique fleuve du Nil, au Caire, la capitale égyptienne. Comme pour lui témoigner leur gratitude, les lauréates de la 9<sup>ème</sup> édition de l'élection Miss Fespam et la délégation qui les accompagnait ont offert un présent au ministre Jean-Claude Gakosso: un instrument de musique rwandais, une sorte de guitare traditionnelle.

A propos du groupe Malawi, Jean-Claude Gakosso a félicité ses membres, pour leur participation au Fespam. En dépit de la crise politique qui règne dans leur pays. Il a, également, admiré leur talent et



Pendant l'entretien entre Jean-Claude Gakosso et Mme Ama Tutu Muna.



Les membres du groupe Malawi.

les a encouragés à maintenir le cap. «Pour les moments difficiles que vous traversez dans votre pays, nous sommes solidaires avec vous», leur a-t-il dit. Motse Akanati a saisi l'occasion de sa rencontre avec le ministre Jean-Claude Gakosso pour lui présenter, entre autres,

son parfum sur le Fespam.

Pascal NGALIBO-YALA

Libres propos

## Le Fespam, l'unité des Africains pouvant contribuer à leur développement

Le Fespam (Festival panafricain de musique) peut servir de clé de voûte au développement du continent africain, dans la mesure où les différentes sensibilités musicales se mêlent dans une parfaite homogénéité et donnent lieu à une conscience africaine unique, sans ramification de type racial et tribal. En d'autres termes, l'unité créée par la musique est capable de déclencher la fusion des diverses convictions pour un développement adéquat du peuple africain. Ainsi, notre réflexion met en exergue les modalités à travers lesquelles la musique peut, réellement, stimuler la marche en avant du continent africain.

**L**a musique doit aboutir à l'amour du beau», dit Platon, dans son ouvrage «La République». En analysant cette assertion, avec minutie, il est, incontestablement, juste de dire que la musique est apte à façonner le caractère humain, mieux, à orienter l'action éducative et créatrice de l'homme vivant en société. En effet, le beau, c'est ce qui est remarquable par son importance et tend à la perfection.

A travers le Fespam, la musique s'affirme, inéluctablement, comme lieu d'enterrement des différences raciales, tribales et ethniques..., une unification des esprits, des peuples au grand jour. Dans cette perspective, il sied de souligner que les mêmes esprits qui se retrouvent liés autour de la musique doivent également se mobili-

ser, unanimement, pour sauver l'identité de l'homme africain. Si bien que la musique, dans sa configuration la plus pointue, la satisfaction de l'âme, selon que l'on est dans la joie ou dans la douleur, permet à cette dernière de cultiver, en même temps, une lucidité susceptible de consolider la raison humaine. C'est pourquoi, sous d'autres cieux, l'on dit : «La musique est la plus haute révélation dépassant la science et la philosophie». Dans cette optique, il est bienséant de noter que la réflexion musicale est d'une grandeur métaphysique et divine, d'autant plus qu'elle prend le dessus sur la science et la philosophie. Ainsi, les acteurs musiciens sont dans l'obligation de chanter ce qui contribue à l'émergence de la mentalité humaine et non ce



Brazzaville vient de vivre six jours de folle ambiance musicale pendant la 9<sup>ème</sup> édition du Fespam.

qui la détruit. De ce qui précède, on comprend bien que la musique ne sert pas seulement à faire vibrer le corps dans tous les sens possibles, mais à méditer aussi sur sa dimension divine, scientifique, philosophique... Si les Africains peuvent exploiter, rationnellement, cette richesse que renferme la musique et ses forts moments de mise en commun, le Fespam, les différentes

consciences des peuples africains sont à même de former une seule conscience digne de ce nom et propre à orienter le développement du continent sur toutes les sphères de la vie.

Roland Michel MAMBA BOUESSO (Etudiant en D.e.a de philosophie à l'Université Marien Nguabi)

Pour de bonnes analyses, j'aime lire La Semaine Africaine.

Musique

## Le groupe colombien «Colombia Caribe» s'est produit à Brazzaville

Venu à Brazzaville dans le cadre de la 9<sup>ème</sup> édition du Fespam (Festival panafricain de musique), du 15 au 19 juillet dernier, le groupe colombien «Colombia Caribe» a interprété différents rythmes musicaux des régions du Caraïbe et du Pacifique colombien, comme le «Vallenato», le «Porro», la «Cumbia» et le «Mapale». Le leader de ce groupe, le maestro Lacides Romero, est déjà venu à Brazzaville, dans le cadre d'une manifestation culturelle intitulée: «A la découverte de la Colombie», en octobre 2011.



Le groupe «Colombia Caribe» est venu à Brazzaville dans le cadre de la 9<sup>ème</sup> édition du Fespam.

Quelques-uns des musiciens du groupe «Colombia Caribe» ont des ancêtres africains, comme c'est le cas de Monsieur Romero. L'histoire dit que ses ancêtres sont des Congolais. Ainsi, on peut constater la similitude des racines culturelles entre la Colombie et l'Afrique, particulièrement avec le Congo. Le groupe a montré la racine africaine et l'influence de la musique africaine dans la musique colombienne.

Dans le souci de faire connaître cet aspect de l'histoire africaine, Mme Clara Inès Chaves organise, en octobre prochain, avec le soutien de nombreux sponsors, les «journées culturelles pour la promotion du patrimoine culturel congolais, au service du développement durable».

Joël NSONI

Deuxième édition du Fief (Festival international d'expression féminine)

## Invité spécial, le comédien Nkaba Ndoudi fait passer des moments merveilleux aux Ponténégrins

Le célèbre comédien congolais Nkaba Ndoudi (de son vrai nom Ruffin Tevo) est l'invité spécial de la 2<sup>ème</sup> édition du Fief (Festival international d'expression féminine), qui se déroule du 23 au 28 juillet 2013, à Pointe-Noire.

Les amoureux de l'art dramatique vivent de merveilleux moments, suite aux prestations de ce comédien, qui, de manière satirique et bouffonne, a toujours bien raillé les mœurs congolaises, voire africaines. Lui qui, dans les années 80, fit une entrée fracassante dans le monde de la comédie, avec des titres comme «Docteur vétérinaire», «Belle-sœur», «Pays non alignés» et, surtout, récemment, «l'itie». Une œuvre dans laquelle lui et ses collègues expliquent, avec les termes plus simples et clairs, l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (Itie).

Selon Germaine Ololo, responsable d'Issima et directrice du Fief, plusieurs activités sont menées durant ce festival. Il s'agit, par exemple, des prestations des comédiens et des séances de formation des artistes aux techniques de gestion.

Créé en septembre 2002, le Fief est une initiative de la troupe théâtrale «Issima». Il a pour but principal de «promouvoir le talent de la femme et à travers les différentes disciplines artistiques (Musique, Théâtre, Danse, Conte, Peinture, Cinéma...)».

La première édition de ce festival a eu lieu en 2004. Un décalage dû, sans doute, aux difficultés financières, du fait du manque de sponsors.

John NDINGA-NGOMA



Cabinet de recrutement ZEN

## URGENT SOCIETE PETROLIERE RECRUTE SUR POINTE NOIRE

Entreprise-Contact: Société pétrolière PNR  
Intitulé du poste: Adjoint directeur Achat

### Description des qualifications requises

**Fonction: Adjoint du directeur achat/organisation pour le compte de la société.**

#### Rôles et Responsabilités:

- Assiste le directeur achat dans l'animation de la fonction Achat.
- Intervient en cas de modifications ou d'incidents sur un dossier.
- Fais le suivi des commandes de service.
- Développer des tableaux de bord, outils informatiques et en assurer le suivi pour calcul d'indice de performance
- Participer à l'implémentation ou l'amélioration du système d'information achats.
- Gestion de base de données clients, fournisseurs, produits et services
- Propose des révisions de niveau de stock en lien avec les opérations.

#### Participation à la définition des besoins internes

- Participe à l'élaboration des cahiers des charges des produits recherchés.

#### Négociation et suivi des contrats

- Aide à la rédaction et aux suivi des appels d'offres / consultations;
- Prépare les dossiers d'agrément; bon d'achats, vérifie les dossiers d'achat avant de lancer en approbation auprès de la direction de la filiale.
- Participe à la négociation des conditions et des clauses des contrats d'achats, Suit l'exécution des contrats,

#### Expérience professionnelle:

- 3 à 5 ans dans le domaine de la procure ou une fonction d'achat
- Qualification tertiaire dans les achats, procure ou gestion de la chaîne d'approvisionnement.

#### Savoirs (Connaissances et aptitudes):

- Diplôme bac +5 Ecole de Commerce ou ingé-

neur Achat (négociation, achat, logistique, commercial)

- Connaissance du domaine pétrolier serait un plus
- Connaître et de maîtriser les contraintes logistiques internationales, les systèmes douaniers, les bases du droit international...

#### Savoirs faire( Compétences techniques liées au poste):

- Anglais fluent obligatoire (tests)
- Maîtrise des outils bureautiques Word, Excel, PP, Access et internet, SAP obligatoire
- Permis B souhaité

#### Savoirs être (qualités requises pour le poste)

- Sens de la négociation et diplomatie
- Rigueur, organisation, discrétion
- Capacité de travailler en équipe et de faire du lien transversal
- Esprit analytique
- Capacités relationnelles (communication) dans le cadre des échanges professionnels, de poursuite ou de création de partenariats avec les fournisseurs.
- Ecoute et aptitude au dialogue pour dialoguer en interne
- Endurance et résistance au stress, dans le cadre de négociations longues et déterminantes.
- Sens critique et perspicacité, lors des phases de sélection, de suivi et d'évaluation des fournisseurs.

CV (en Français et en anglais) + lettre de motivation+ références employeur à envoyer à: [recrutementzen.cv@gmail.com](mailto:recrutementzen.cv@gmail.com)  
Avant le 10 aout 2013

Notez l'intitulé du poste en objet

## ANNONCE LEGALE

### SOCOMAT

Société à Responsabilité Limitée  
Au capital de Francs CFA: Cinq Millions (5 000 000)  
Siège social: Centre-ville, Immeuble Tour Mayombe, Boîte postale: 4315 / Pointe-Noire  
République du Congo  
RCCM: 12 B 39

Suivant Décision de l'Associé Unique de la société à responsabilité limitée uni personnelle «SOCIETE CONGOLAISE DE MATERIEL», en abrégé «SOCOMAT», en date à Pointe-Noire du seize mai deux mille treize, ayant fait l'objet d'un dépôt au rang des minutes de Maître François Den LOUBOTA, Notaire soussigné, en date à Pointe-Noire du trente mai deux mille treize, enregistré même ville, le trois juin deux mille treize, folio 095/80, n° 4772, Monsieur Dominique MASSAT, associé unique, a décidé de céder à Madame Corine PAGANO, épouse MASSAT, Une (01) part sociale sur les Cent(100) parts qu'il détient dans le capital social de ladite société, suivant Acte de Cession de parts sociales passée entre Monsieur Dominique MASSAT et Madame Corine PAGANO, épouse MASSAT, en date du trente mai deux mille treize, enregistré même ville, le trois juin deux mille treize, folio 095/79, n°4771.

Mention modificative (M2) des présentes est consentie au Greffe du Tribunal de Commerce de Pointe-Noire, sous le numéro M2/13 - 3189, dépôt numéro 12 DA 1815 du 04 juin 2013.

Pour avis  
Maître François Den LOUBOTA

## Nécrologie



Les enfants, sœurs et neveux de Gabriel BONAZEBI ont le profond regret d'annoncer le décès de leur père, frère et oncle, survenu le 24 juillet 2013, à 2h15mn, à l'hôpital Chu-B (Centre hospitalier et universitaire). La veillée se tient au n°2 de la rue Jules Grevy, à Bacongo en face du marché Ta Ngoma. Le jour de l'inhumation vous sera communiqué dans les prochains jours.

REPRESENTATION AU CONGO  
AEROPORT INTERNATIONAL MAYA-MAYA, BRAZZAVILLE  
B.P: 218  
TEL: (242)282 0050/(218)282 04 93  
FAX: (242)282 0050

N°2013/1587/ASECNA/DEXRO/IGC/CO/02

## AVIS D'APPEL D'OFFRES

L'avis d'appel d'offres est lancé par l'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA).

### 1. Objet:

Le présent avis d'appel d'offres a pour objet, le remplacement des véhicules de service de l'ASECNA DE Brazzaville et de Pointe-Noire.

### Dossier d'appel d'offres:

Le dossier d'appel d'offres ouvert en langue française peut être consulté et obtenu moyennant 25 000 F. CFA, à partir du 26 juillet 2013, auprès de la Maintenance des Infrastructures de Génie civil de la Représentation de l'ASECNA au Congo.

2. Offres:

Les offres, en trois (03) exemplaires portant la mention «appel d'offres pour le remplacement des véhicules de service de l'ASECNA de Brazzaville et de Pointe-Noire, à n'ouvrir qu'en séance de dépouillement», doivent parvenir, au plus tard, le 26 Aout 2013, à 10 heures locale, à: Monsieur le Représentant de l'ASECNA auprès de la République du Congo, Brazzaville.

Fait à Brazzaville,  
le 19 Juillet 2013

Issa Salif GOÏTA

## IN MEMORIAM

Patrice MISSAMOU

(27 juillet 2012 - 27 juillet 2013)



Voici un an que le responsable du service commercial du journal La Semaine Africaine, Monsieur Patrice MISSAMOU, a été arraché parmi nous: personnel du journal, parents et connaissances. Des messes en mémoire du disparu seront dites, vendredi 26 et samedi 27 juillet 2013, à 6h30min, à la paroisse Saint François d'Assise et le dimanche 28 juillet 2013, à 6h30mn, à la paroisse Saint Kisito de Makélékélé.

Paix à son âme!

**Vie chrétienne**

# Le couple Ebouka-Babackas a célébré ses noces d'or et les 80 ans du conjoint

Samedi 13 juillet 2013, en la chapelle des Sœurs de Saint-Joseph de Cluny de Javouhey (archidiocèse de Brazzaville), Monsieur et Madame Ebouka-Babackas ont commémoré, dans l'allégresse, deux grands événements: les noces d'or de leur mariage religieux et le 80<sup>ème</sup> anniversaire de M. Edouard Ebouka-Babackas, ancien ministre des finances. A cette occasion, Monsieur et Madame Ebouka-Babackas sont venus renouveler le «oui» définitif et joyeux de leur amour, en la chapelle des Sœurs de Javouhey, en présence des parents, amis et connaissances, visiblement heureux de leur témoignage d'amour et de fidélité dans le couple.



Le couple Ebouka-Babackas.

Présidée par l'abbé Paul Ndongaba, vicaire général du diocèse d'Owando, qui était entouré de l'abbé Valentin Moyongo, curé de la paroisse Saint-François Xavier de Boundji et de l'abbé Honoré Nkounkou du diocèse de Kinkala, la messe relative à la commémoration des noces d'or (50 ans de mariage) du couple Ebouka-Babackas et des 80 ans de Monsieur Ebouka-Babackas était animée par la chorale Père Paul Ondia de la paroisse Sainte-Marie de Ouenzé. Parmi les invités, il y avait deux membres du gouvernement, notamment la ministre Emilienne Raoul et le ministre délégué Léon-Raphaël Mokoko, l'administrateur-maire de l'arrondissement de Djiri, Mme Victorine Ngamporo, et les membres de

l'Amical Javouhey. Dans l'homélie qu'il a prononcée, à l'occasion de ce double événement, l'abbé Valentin Moyongo a, tout d'abord, loué les merveilles du Seigneur, pour les grâces dont il a comblé le couple Ebouka-Babackas. Il a, ensuite, rappelé au joyeux couple, que leur union est non seulement le fruit de leur décision, mais surtout le fruit de la puissance de Dieu sur eux, car la vie conjugale stable est fondée sur le roc qui est Jésus-Christ. Les 50 ans de fidélité est un témoignage de vouloir aimer dans la durée, pour un amour inséparable. Il a poursuivi en reconnaissant que Monsieur et Madame Ebouka-Babackas représentent réellement le symbole des riverains: «La pirogue et la pagaie», un binôme

inséparable, malgré les vents, les courants d'eau et les tourbillons du fleuve. C'est ainsi que Jésus a apaisé toutes les tempêtes de leur vie conjugale, pour arriver à bon port, a-t-il dit en substance. S'adressant à la foule présente à la cérémonie, l'abbé Valentin Moyongo l'a invitée à la fidélité sincère, pour un amour profond et à apprendre à se supporter et à se par-

donner mutuellement. Né le 14 juillet 1933, à Mossaka (département de la Cuvette) M. Edouard Ebouka-Babackas obtint une licence en droit en 1960. En 1962, il est diplômé de l'Ecole nationale des douanes à Neuilly-Sur-Seine, en France. De 1963 à 1968, il fut ministre des finances et du budget, chargé des postes et télécommunications, du gouvernement

issu des 13, 14 et 15 août 1963. De 1992 à 1993, il fut ministre de l'économie, des finances et du plan. Marié à Marie-Julienne Etoumbalanga, professeur certifiée d'histoire et de géographie, il a eu cinq enfants.

Xavier MPOUGALOGUI

**REMERCIEMENTS**

Tous les enfants et petits-enfants et des amis de la famille remercient toutes les personnes qui ont pu prendre part ou se joindre d'intention à la messe d'action de grâce qui a été célébrée le samedi 13 juillet 2013, en la chapelle des sœurs de Saint-Joseph de Cluny (Javouhey) en l'honneur des noces d'or du couple **E b o u k a - B a b a c k a s** et des 80 ans de leur père et grand-père.

**Etude de Maître Salomon LOUBOULA**

Notaire titulaire d'office en la résidence de Brazzaville  
Immeuble «Résidence de la Plaine», Premier étage, Place marché de la Plaine  
Centre-ville, Boîte Postale: 2927, Brazzaville, République du Congo  
Téléphone: (00242) 06 677 89 61 / E-mail: offinotasalom@yahoo.fr

**ANNONCE LEGALE  
CONGO IRON S.A.**

SOCIETE ANONYME AVEC CONSEIL D'ADMINISTRATION  
AU CAPITAL DE 10.000.000 DE FRANCS CFA  
SIEGE SOCIAL: AVENUE PROFESSEUR LOCKO-MAFOUTA  
B.P: 1371, BRAZZAVILLE - REPUBLIQUE DU CONGO  
RCCM N° CG/BZV/06 B 11

**NOMINATION D'UN NOUVEL ADMINISTRATEUR  
MODIFICATION CORRELATIVE AU REGISTRE  
DU COMMERCE ET DU CREDIT MOBILIER.**

Aux termes d'une délibération en date à BRAZZAVILLE du 26 avril 2013, dont une copie du Procès-verbal a été annexée à la minute d'un acte reçu par Maître Salomon LOUBOULA, Notaire à Brazzaville, le 26 avril 2013 et enregistrée à Baongo, Brazzaville, le 11 juillet 2013, sous folio 121/7 numéro 1880, le Conseil d'Administration de la Société CONGO IRON S.A., après avoir pris acte de la démission de Monsieur Peter Canterbury, en qualité d'administrateur, a ratifié la nomination de Monsieur Marc MONTANDON, en tant qu'administrateur non-actionnaire, en remplacement de Monsieur Peter Canterbury, démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2014.

Les pièces justificatives ont été déposées au Greffe du Tribunal de Commerce de Brazzaville, le 22 juillet 2013, sous le n°13 DA 826 et l'inscription modificative a été effectuée le même jour, au Registre de Commerce et du Crédit Mobilier de BRAZZAVILLE, sous le numéro CG/BZV/06 B11, par les soins du Notaire soussigné.

Pour insertion  
Maître Salomon LOUBOULA

**A VENDRE**

**UN CONCASSEUR DISPONIBLE A PARTIR  
DE L'ANGLETERRE DIRECT AU CONGO**

**PIERRE OU ROCHE CONCASSEUR**

TAILLE DE LA MACHOIRE 42\*36  
250 A 300 TONNES PAR HEURE AVEC DISPOSITIF D'ALIMENTATION VIBRANT  
ET UN PANNEAU DE COMMANDE.  
PLEIN TECHNIQUE, SERVICE APRES VENTE, SUPPORT ET INSTALLATION

**PRIX:  
150.000.000  
FCFA**

OFFRES ET COMMANDES  
DE RENSEIGNEMENTS A  
RICHMOND DRY DOCK  
(ANGLETERRE)

Contact Angleterre  
email:  
silamchristian@yahoo.fr  
Tel: 00447438263104  
email:  
gevans@richmondrydock.co.uk  
Tel: 00447805569650

Contact Brazzaville:  
Monsieur DIANSIONA  
Abraham  
Tel: 066636045



**NB: Pour tous vos commandes engins et pièces détachées des engins des travaux publics n'hésiter pas de nous contacter.**

## Coupe du Congo de football

## Violence au Stade Massamba-Débat

C a y est! La Coupe du Congo de football connaît trois de ses quatre demi-finalistes. Il s'agit de Diables-Noirs, d'Etoile du Congo et du CARA, à l'issue des quarts de finale retour, qui ont été, malheureusement, émaillés de graves incidents, notamment lors du match Diables-Noirs-F.C Kondzo, mardi 23 juillet 2013, au Stade Président Alphonse Massamba-Débat.

Des supporters de Diables-Noirs s'y sont tristement illustrés. En quelques minutes, une meute rugissante s'est mise au travail. Un spectacle insolite et pénible: sièges arrachés, jet nourri de bouteilles en plastique de l'autre côté du grillage de sécurité. Une façon de faire payer, semble-t-il, sa perfidie à l'arbitre.

Battus 1-2, au match aller, les Diables-Noirs menaient par 2-0, buts de Bersyl Obassi (61<sup>e</sup>) et d'Arcy Mouanga-Biassadila (70<sup>e</sup>), jusqu'à la 90<sup>ème</sup> minute de jeu. L'arbitre central ayant fait indiquer l'ajout de trois minutes de temps additionnel, on était entré dans la dernière minute de ce temps quand, James Ekoko, le portier des Diables-Noirs a feint de souffrir d'on ne sait quoi. La partie étant arrêtée, pour le soigner, elle a repris. Mais, l'arbitre a prolongé, abusivement, la partie au-delà de la minute restante. F.C Kondzo a saisi cette aubaine pour réduire le score, par Kabangu (97<sup>e</sup>). D'où l'égalité parfaite, au terme des



Après le passage de la meute rugissante: plus de cinquante sièges en lambeaux (Ph. J.G. Eloué)

matchs aller et retour. On connaît la suite de ce roman. Les Diables-Noirs, plus adroits, ont transformé en buts, cinq tirs au but, contre quatre pour Kondzo. Cela étant, le deuxième quart de finale du mardi 23 juillet, a qualifié l'Etoile du Congo, aux dépens de l'A.S Cheminots. Elle était menée 1-0, en première période, but d'Abdoul (4<sup>e</sup>). Avant d'égaliser, par Jonathan Mbou (58<sup>e</sup>), sur penalty: 1-1. Mais, en première période, l'arbitre Souza a fermé les yeux, quand un attaquant cheminot a été balancé au sol, dans la surface de réparation d'Etoile du Congo. Le même jour, à Pointe-Noire, l'A.C Léopards est reparti victorieux, en l'emportant sur

Munisport (2-1), en match remis des quarts de finale aller. Mercredi 29 juillet, retour à Massamba-Débat, où CARA a confirmé son option. Vainqueur à l'aller, par 1-0, il a encore battu La Mancha, sur le même score, Gedson Balekita (12<sup>e</sup>) ayant battu le portier adverse. Pour la suite de la compétition, les demi-finales nous réservent le derby Etoile du Congo-Diables-Noirs, les 30 juillet et 7 août prochains. CARA, en revanche, attend encore le nom de son adversaire. Ce sera, vraisemblablement, l'A.C Léopards. On ne voit pas les Fauves du Niari perdre, à Dolisie, le 30 juillet, l'avantage de leur succès, pour la manche retour.

Revenons sur les incidents ci-haut évoqués. La violence fait mal à notre football. Elle le traîne dans la fange, le détruit. Les cerbères du football doivent lutter contre ce monstre. Sous d'autres cieux, on aurait appréhendé et confié les casseurs à la justice. De même, un arbitre léger, par qui le scandale arrive, n'aurait plus sa place sur une pelouse. Enfin, le sport est une école d'éducation et de fraternité. Il exige une certaine dose de fair-play. D'où la nécessité, pour chacun, de canaliser son enthousiasme et sa colère.

Guy-Saturnin MAHOUNGOU

## Coup d'œil rétrospectif

**Cyclisme: Un Kenyan blanc maillot jaune.** L'Anglais d'origine kenyane, Christopher Froome, a empoché, dimanche 21 juillet 2013, le Tour de France, la 100<sup>ème</sup> édition de l'histoire de cette course cycliste, appelée la Grande Boucle. Il succède à son coéquipier de club, Bradley Wiggins, au palmarès du légendaire Tour de France. Et au général, il a devancé le Colombien Nairo Quintana, de 5 minutes et 03 secondes. Un record dans cette compétition, puisque, jamais aucun coureur n'a pris ce temps pour devancer son poursuivant.

**Real Madrid, le club le plus cher du monde.** Le magazine économique Forbes a publié son classement des clubs de sport les plus chers au monde. Le Real Madrid occupe la tête du classement, fort de sa prolongation avec l'équipementier Adidas, pour 35 millions d'euros, par saison, et de son nouveau sponsor maillot (Emirates), qui lui rapporte 30 millions d'euros, par saison. Les Madrilènes devançant Manchester United et F.C Barcelone.

**Transfert: Pierre-Emerick Aubameyang au Borussia Dortmund.** Le Borussia Dortmund a officialisé l'arrivée de Pierre-Emerick Aubameyang, l'attaquant de Saint-Etienne. Le Gabonais s'engage jusqu'en juin 2018 avec le club entraîné par Jürgen Klopp.

**Cristiano Ronaldo casse le bras d'un enfant sur coup franc.** C'est un accident très rare, et le pauvre Cristiano en est encore tout gêné. Il vient de casser le bras d'un jeune garçon qui était venu assister au match amical entre Bournemouth (Division 4 anglaise) et le Real Madrid. Ronaldo a tiré un coup franc, à 25-30 mètres, plein axe, mais il le tire au-dessus. Le ballon est allé se loger sur le bras d'un enfant. Diagnostic: fracture du bras! La star portugaise et toute son équipe lui ont dédié un maillot du Real Madrid.

**Football africain: Zamalek et Al Ahly dos-à-dos!** Décalé au mercredi 24 juillet, le choc entre les deux géants du groupe A de la phase de poules de la ligue africaine des champions s'est achevé sur un nul de 1-1. Les deux équipes font partie du même groupe qu'Orlando Pirates (Afrique du Sud) et l'A.C Léopards (Congo) qui s'étaient séparés sur la marque de 0-0.

**Foot camerounais: sanction levée.** La FIFA a décidé, le 22 juillet 2013, de lever la suspension de la Fédération camerounaise de Football (Fecafoot), le gouvernement ayant rempli les conditions préalablement fixées par le comité d'urgence de l'instance dirigeante du football mondial.

## Handball féminin

## Etoile du Congo dit non au match d'appui

Les dirigeants d'Etoile du Congo refusent de disputer le match d'appui, contre CARA, que la ligue de Brazzaville impose à leur formation féminine, pour déterminer la quatrième équipe de la ville-capitale devant participer au championnat national.

Etoile du Congo, quatrième au classement, à l'issue de la phase de play-off, et CARA, cinquième, comptent le même nombre de points. La différence de buts placerait l'Etoile du Congo devant sa rivale, selon ses dirigeants. Mais, la ligue a décidé de départager les deux formations autrement, en décidant de leur faire jouer un match d'appui, dimanche 28 juillet 2013, au Stade Massamba-Débat.

Selon les dirigeants d'Etoile du Congo, notamment leur secrétaire général, William Banthoud, la ligue avait tenu compte du goal average, pour déterminer le classement, à l'issue de la première phase du championnat. Curieusement, elle a innové, après le play-off. «La non prise en compte de cette même disposition, au tour de play-off, devient, ipso facto, une simple volonté de nuire», écrit-il, dans une correspondance adressée à la ligue départementale. Et de conclure: «Eu égard à ce qui précède, vous conviendrez avec nous qu'Etoile du Congo n'accepte pas de vous suivre dans cette logique partisane, discriminatoire et destructrice»

## Jubilé d'Ange Ngapy

## Les invités sont là, pour «une fête grandiose»

C'est samedi 27 juillet 2013, au Stade Président Alphonse Massamba-Débat, à Brazzaville, que débutent les activités marquant l'arrêt officiel de la carrière du footballeur congolais Ange Ngapy, ancien sociétaire du CARA, de Seraing et de plusieurs autres clubs de Belgique. Quelques footballeurs congolais de la génération du jubilaire, qui brûlaient d'envie de revenir au pays natal, pour honorer leur ancien coéquipier, ont déjà mis pieds à Brazzaville. Ange Ngapy s'est retrouvé, jeudi 25 juillet, dans un hôtel, pour une conférence de presse. Il a présenté la première vague de ses invités: Brice Samba, ancien gardien de but des Diables-Noirs, titulaire des Diables-Rouges à l'unique participation d'Ange Ngapy à la phase finale de Coupe d'Afrique des nations, celle de Sénégal 1992; Jean-De-Dieu Tsoumou-Mbelé, le grand stoppeur qui éclata comme une gousse d'arbre de fer à cette même compétition; François Makita «Football», ancien ailier du CARA et de Saint-Etienne (France), notamment; Richard Akiana, qui fut de la campagne de qualification de Dakar 1992; Sylvain Moukassa «Lascivo-Grand Ninja», lui aussi ex-coéquipier de Ngapy à la CAN 1992; Simplicie Owomat, l'ami d'enfance et coéquipier de Ngapy, au CARA et dans l'équipe nationale dont il fut, un moment, le capitaine. Autre invité, mais spécial: Noël Moukila, fils de feu Paul Moukila «Sayal».

Selon Ange Ngapy, Pépin Bakekolo «Kwakara» débarquerait à Brazzaville, le matin du samedi 27 juillet. Des ennuis administratifs l'ont empêché d'arriver tôt. La deuxième vague des invités, notamment les anciens internationaux de la République Démocratique du Congo, comme Eugène Kabongo Ngoie, Kingambo, etc., arrive à Brazzaville, vendredi 26 juillet, par le Beach.

Le public aura le loisir de revoir également, deux des footballeurs les plus illustres de notre pays, Bahamboula-



Jean-de-Dieu Tsoumou Mbelé.



Armand Christian Brice Samba.



François Makita «Football».



Sylvain Moukassa «Lascivo»



Simplicie Owomat. «Simplo»



Richard Akiana.

Mbemba «Tostao» et Jean-Jacques Ndomba «Géomètre». «Pour nous, c'était important d'être là, pour que la dernière sortie d'Ange soit une fête grandiose», a déclaré Brice Samba, au nom de ses amis de voyage. Concernant le déroulement du jubilé,

les jeunes du Centre Sport et études Ndomba «Géomètre». Avant de laisser la place aux vieilles gloires du CARA, renforcées par les «Amis d'Ange Ngapy», qui affronteront celles d'Etoile du Congo, en première période de jeu, et ceux des Diables-

Noirs, en deuxième période. Pointe-Noire sera, le 2 août, le théâtre du deuxième acte du jubilé d'Ange Ngapi.

Guy-Saturnin MAHOUNGOU

INTERNATIONAL TMT

Une palette complète de services professionnels à votre disposition

- INTEGRATEUR NATIONAL & INTERNATIONAL
- MANUTENTION PORTUAIRE
- CONSIGNATION DE NAVIRES
- FRET AERIEU & MARITIME
- DOUANE & TRANSIT
- LOGISTIQUE
- DEMEMAGEMENT

Notre devise  
ALLER + LOIN

SERVICE COMMERCIAL  
BRAZZAVILLE: 1, AVENUE FOCH (Face à la Matrice)  
TEL: (+ 242) 05 550 10 87 / 06 622 00 01  
POINTE-NOIRE: ROND-POINT KASSA (Face au CT)  
TEL: (+ 242) 05 550 10 75 / 06 622 00 03  
Membre du réseau STO

www.guinternational.net